

Digitized by the Internet Archive  
in 2010 with funding from  
University of Ottawa

# REQUÊTE.

---

1775.

---

*On a joint à cette Requête le  
Mémoire pour le sieur RUBI ,  
contre M. le Maréchal DUC DE  
RICHELIEU.*

# REQUÊTE

1777.

Enjoint à ces Messieurs  
Monsieur pour leur faire  
connaître que le Marché Dubois  
Rouille.

# REQUÊTE

A U

## PARLEMENT,

*Les Chambres assemblées , & les  
Princes & Pairs y séant ,*

POUR FRANÇOIS DE VEDEL-  
MONTEL, Chevalier de l'Or-  
dre Royal & Militaire de St  
Louis , Lieutenant - Colonel  
d'Infanterie , & Major du  
Régiment Dauphin :

*Contre M. le Maréchal Duc de  
RICHELIEU, Pair de France:*

En nullité de la procédure du Châtelet de  
Paris , & en prise à partie contre le sieur  
BACHOIS , Lieutenant-Criminel.

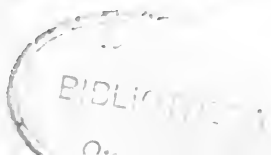


A P A R I S.

De l'Imprimerie de L. CELLOT,  
rue Dauphine.

---

M. DCC. LXXV.



REVOLUTION

AN

TABLE

Chambre de Justice, &c.

Port François de Vexé  
Monseigneur, Comte de la  
dite ville & d'habitation de la  
Louis, Lieutenant - Colonel  
d'infanterie, &c. Major de  
Régiment Dauphin &c.

Comte de la Mandat Duc de  
Richelieu, Pair de France

En suite de la procédure du Chancelier de  
Paris, &c. en suite de la procédure de la  
Cour, &c. Criminal.

DC

PARIS

135

De l'imprimerie de la Cour

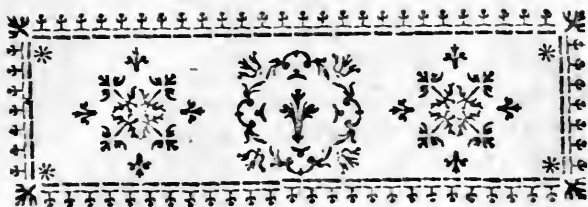
1775

M. D. C. LXXV

1775

Pol. etc.





A

NOSSEIGNEURS

DE

PARLEMENT,

LES CHAMBRES ASSEMBLÉES,

ET

LES PRINCES ET PAIRS Y SÉANT,

**S**UPPLIE humblement FRANÇOIS DE VEDEL-MONTEL, chevalier de l'ordre royal, & militaire de Saint-Louis, lieutenant-colonel d'infanterie, & major du régiment Dauphin :

Disant, qu'il réclame aux pieds de la plus auguste des cours la vengeance des loix contre une procédure monstrueuse dont il n'y a peut-être jamais eu d'exemple en France, & où le juge qui l'a tenue, n'a pas craint de flétrir la dignité de son tribunal, en foulant aux pieds ces formalités sacrées qui, dans l'instruction des procès criminels, sont les sauve-gardes du citoyen ; en violant les regles de la décence & de l'honnê-

A

teté , dans des interrogatoires insidieux ; en servant enfin , de toutes manieres , les passions de ceux qui avoient eu recours à son autorité.

Un homme , d'une maison ancienne & distinguée dans sa province , & qui n'a jamais démenti cette honorable origine ; un militaire aimé , considéré de tout son corps , c'est-à-dire , de cette classe de citoyens si délicate sur l'honneur & qui prodigue si peu son estime ; un lieutenant-colonel , qui depuis plus de trente ans , sert sa patrie & son prince avec autant de zele que de distinction ; qui , jusqu'à présent , a toujours été pur , intact , irréprochable à tous égards (1) , se voit tout-à-coup transformé en un vil faussaire , & traîné ignominieusement de prisons en prisons , sans qu'il existe la moindre preuve contre lui du crime dont il est accusé. Tel est le suppliant ; tel est l'horrible situation qu'il éprouve aujourd'hui.

Le suppliant , né à Aiguevive en Languedoc , d'une très-ancienne famille noble de cette province , est fils du sieur de Vedel , lieutenant-colonel d'infanterie , tué dans les guerres d'Italie ; & il a l'honneur d'être au service du roi , depuis environ trente-quatre ans (2).

Il y a occupé successivement les différens grades qui l'ont conduit à ceux de lieutenant-colonel & de major du régiment Dauphin.

En 1771 , il commandoit à Poitiers ce régiment , qui y étoit en garnison.

Madame la présidente de Saint-Vincent

(1) Voyez les pieces justificatives ci-après.

(2) Voyez les pieces justificatives ci-après.

étoit alors & depuis peu de temps résidente au monastere de Saint-Catherine de cette ville , où M. le maréchal duc de Richelieu l'avoit fait transférer de Tarbes.

Le suppliant connut cette dame à l'occasion de l'intérêt qu'elle voulut bien prendre au sort de quelques soldats qu'elle lui recommanda. Il lui rendit visite , comme lui en rendoient les personnes les plus distinguées dans la ville ; & insensiblement ils se lierent de confiance & d'amitié.

On parloit beaucoup à Poitiers de la parenté & des liaisons de madame la présidente de Saint-Vincent avec M. le maréchal de Richelieu , qui avoit alors un prodigieux crédit ; & le suppliant ne tarda pas à en être convaincu : elle voulut bien lui faire part de l'ascendant qu'elle prétendoit avoir auprès de M. le maréchal , & de ce qu'il avoit fait à sa recommandation pour différentes personnes auxquelles elle s'étoit intéressée ; enfin elle offrit ses services au suppliant , qui , pour des raisons particulières , & qui sont indifférentes à ce dont il s'agit aujourd'hui , desiroit alors un prompt avancement , & une place avantageuse , à laquelle il croyoit avoir droit d'aspirer après plus de trente années de service.

Dans de pareilles circonstances , M. le maréchal de Richelieu pouvoit être pour le suppliant un protecteur extrêmement précieux ; le suppliant accepta donc les offres obligeantes de madame de Saint-Vincent , & la pria de vouloir bien employer pour lui ses bons offices auprès de M. le maréchal.

M. le maréchal de Richelieu prétend ne

pas connoître le suppliant , ne l'avoir vu que deux fois à Poitiers , en maison-tierce , & avoir à peine entendu prononcer son nom ; il prétend aussi ne s'être intéressé que très-faiblement , très-légèrement au sort du suppliant. Il faut cependant qu'il se rappelle que le suppliant l'a vu à son logement toutes les fois qu'il est passé à Poitiers , pendant que le régiment Dauphin y séjournoit ; qu'il lui a présenté le corps des officiers de ce régiment ; qu'il a dîné ou soupé au moins trois fois avec lui , soit à l'évêché , soit à l'intendance de Poitiers ; & qu'après le dernier souper à l'intendance , il lui a parlé en particulier au milieu du salon de compagnie , l'a remercié de ce qu'il avoit promis à madame la présidente de Saint-Vincent de s'intéresser à lui pour la grace qu'il desiroit d'obtenir ; que M. le maréchal lui en renouvella la promesse ; qu'il lui dit même de lui faire parvenir un mémoire ; que ce mémoire lui fut ensuite adressé par madame la présidente de Saint-Vincent ; qu'il parla en sa faveur à M. le duc d'Aiguillon , alors ministre de la guerre , à M. le duc de la Vauguyon , colonel du suppliant , au sieur Charlot , premier commis de la guerre , & à plusieurs autres personnes.

Il faut encore que le M. le maréchal se rappelle , malgré tout ce qu'on peut lui faire dire aujourd'hui , qu'il a écrit au suppliant ; que le suppliant lui a écrit , & que M. le maréchal a reçu ses lettres , puisque le suppliant les avoit porté lui-même à la poste , & que M. le maréchal y a fait réponse.

Il faut enfin que M. le maréchal se rappelle qu'une personne que le suppliant avoit

priée de le solliciter de sa part , lui a parlé pour lui trois fois à Versailles ; que , loin que M. le maréchal dît alors ne point connoître le suppliant , ni ne prendre aucun intérêt à son avancement , il autorisa très-expressément , & par une lettre , cette même personne , à solliciter en son nom pour le suppliant , ce que celui-ci demandoit au bureau de la guerre.

Il se peut , sans doute , que les promesses de M. le maréchal ne fussent pas bien sincères , ni ses sollicitations bien vives : le suppliant est un soldat , qui ne sait que servir son prince & sa patrie. Il n'entend point le langage des cours , que l'on prétend être plus flatteur que véridique : il s'en rapporte à cet égard à M. le maréchal , & revient à madame la présidente de Saint-Vincent.

Cette dame tint au suppliant la parole qu'elle lui avoit donnée de s'intéresser pour lui auprès de M. le maréchal ; elle lui écrivit en la présence du suppliant une lettre de recommandation que celui-ci vit cacheter , & qu'il porta lui-même à la poste : & peu de temps après elle lui fit voir une réponse obligeante qu'elle dit avoir reçue de M. le maréchal. Elle renouvela même ses instances auprès de lui , tant dans plusieurs autres lettres que le suppliant vit également , que de vive voix , lors des différentes visites que lui fit M. le maréchal ; & c'est sur ces recommandations , qu'il fit ou du moins parut faire les démarches & les sollicitations que le suppliant vient de rappeler. Si elles n'ont rien produit de l'effet que le suppliant pouvoit en attendre , il n'en est pas moins vrai qu'elles ont été faites.

Quoi qu'il en soit , madame de Saint-Vincent prit peu-à-peu assez de confiance dans le suppliant pour lui communiquer une partie de ses secrets avec M. le maréchal ; le suppliant avoit su que c'étoit M. le maréchal qui par son crédit avoit tiré de Milhaud madame la présidente de Saint-Vincent , pour la faire venir d'abord à Tarbes , & ensuite à Poitiers , où le sieur Auvray , secretaire de l'intendance , lui avoit fait préparer par ses ordres l'appartement qu'elle occupoit. Elle fit voir au suppliant des lettres de M. le maréchal , qui contenoient les plus grandes promesses ; lettres que le suppliant la voyoit recevoir des mains des courriers , tantôt de Bordeaux , tantôt de Paris , ou des autres lieux où se trouvoit M. le maréchal. Il y étoit question d'argent , & même de sommes très-considérables qu'il devoit , disoit-il , lui faire toucher.

Par une suite de cette confiance que le suppliant avoit inspirée à madame de Saint-Vincent , celle-ci lui fit part de quelques embarras où elle se trouvoit alors. M. le maréchal promettoit beaucoup ; mais elle avoir des besoins très-pressans qu'il falloit satisfaire. Le suppliant pénétré de reconnaissance de ce qu'elle avoit bien voulu faire pour lui , crut devoir lui offrir sa bourse ; elle l'accepta.

Madame la présidente de Saint-Vincent , il faut l'avouer , connoît beaucoup mieux la noblesse & la générosité des procédés , que les regles de l'économie. La bourse du suppliant fut bientôt épuisée ; il eut recours à celle de ses amis pour continuer d'obliger cette dame. Il étoit si fortement persuadé

de la véracité des promesses de M. le maréchal de Richelieu ; il croyoit si fermement qu'elles alloient s'effectuer , qu'il n'y avoit point d'engagement , quelque onéreux qu'il pût être , que le suppliant n'eût consenti de contracter pour tirer madame de Saint-Vincent de la gêne momentanée où elle se trouvoit. Par quelle fatalité falloit-il que des motifs si purs devinssent la source d'un des plus horribles procès qui aient jamais existé , & d'une des plus cruelles persécutions dont un honnête citoyen ait jamais été la victime ?

Dans la vue d'adoucir les maux de madame de Saint-Vincent , le suppliant s'étoit prodigieusement gêné lui-même. Si ses amis auxquels il avoit eu recours ne le pressoient pas beaucoup , plus ils étoient généreux envers lui , plus il sentoit la nécessité de leur rendre ce qu'ils lui avoient prêté. Il savoit très-bien que madame la présidente de Saint-Vincent brouillée irrévocablement avec sa famille , & n'ayant pour toute fortune que la pension de cent louis que lui faisoit M. le président son mari , ne pourroit lui rendre les sommes qu'elle lui avoit empruntées , sans l'accomplissement entier des promesses de M. le maréchal de Richelieu : il fut donc obligé de la prier de redoubler ses instances auprès de lui pour qu'il ne la fît pas attendre plus long-temps ; il fit plus : il voulut voir les lettres qu'elle lui écrivoit , les voir cacheter , les porter lui-même à la poste , se trouver chez elle à l'heure de l'arrivée des couriers , voir les lettres qu'ils apportotent de M. le maréchal , les voir décacheter.

Madame de Saint-Vincent lui permit même

d'en décacheter plusieurs ; & il demeura convaincu que M. le maréchal promettoit réellement à cette dame de très-grands & de très-prompts secours. Ce fut dans ces circonstances , que , sur la fin de l'année 1772 , ou au commencement de 1773 , il partit pour Paris où l'appelloient ses affaires , & où il vouloit solliciter lui-même auprès de M. le maréchal la grace qu'il attendoit.

Malgré tous les sacrifices qu'avoit faits le suppliant pour madame de Saint-Vincent ; malgré la gêne étroite où il s'étoit mis pour la tirer de peine , elle avoit beaucoup d'autres créanciers qui la pressoient plus vivement. Elle en écrivit à M. le maréchal ; & sur la réponse qu'elle en reçut , elle partit pour Paris , sans rien payer de ce qu'elle devoit à Poitiers.

Le suppliant ayant appris son arrivée dans cette ville , fut la voir au couvent de la Miséricorde , rue du Vieux Colombier , où elle étoit logée. Elle n'y jouissoit pas encore de l'aïssance sur laquelle elle avoit tant compté , quoique M. le maréchal vînt la voir , & lui écrivit souvent ; mais elle assura le suppliant & lui fit voir par des lettres dont elle lui donna lecture , qu'elle avoit les plus grandes espérances d'un meilleur sort.

Tel étoit l'état des choses , lorsqu'un jour du mois d'avril ou de mai 1773 , le suppliant entrant dans l'appartement de madame de Saint-Vincent , lui trouva un air de satisfaction & de gaieté qu'il ne lui avoit jamais vu ; elle lui présenta dans le même moment un papier qu'il prit de ses mains , & qu'il lut : c'étoit un mandat de 300,000



livres au profit de madame de Saint-Vincent, sur le sieur Peschor, banquier, souscrit du nom de M. le maréchal de Richelieu, & d'une écriture pareille à celle que le suppliant avoit vue tant de fois dans les lettres qu'elle disoit recevoir de M. le maréchal. Ce mandat portoit : » Je prie M. Peschor » de payer à madame la présidente de Saint- » Vincent les 300,000 livres qui lui appartiennent.

Le suppliant étoit donc bien fondé à croire que ce mandat étoit réellement de M. le maréchal lui-même : il en félicita madame de Saint-Vincent.

Elle le montra ensuite à quelques personnes, qui lui dirent qu'il n'étoit point en bonne forme : elle soutient qu'elle en fit l'observation à M. le maréchal ; & que c'est sur la réponse qu'il lui fit, qu'elle n'avoit qu'à lui en donner un modele, & qu'il le signeroit, qu'elle pria le suppliant de lui procurer ce modele.

Le suppliant s'adressa donc à un homme plus instruit que lui sur cette matiere, & lui dit, en présence de madame de Saint-Vincent, & sans nommer les personnes, qu'il connoissoit une dame à qui quelqu'un vouloit faire un billet au porteur, & qu'il le prioit de lui en donner un modele ; ce qui fut fait. Madame de Saint-Vincent l'envoya aussitôt à M. le maréchal ; & peu de jours après, le suppliant revit ce billet entre les mains de madame de Saint-Vincent, muni de la signature de M. le maréchal.

Autant qu'il est possible au suppliant de s'en souvenir, ce billet étoit payable en septembre 1773. M. le maréchal, qui avoit re-

commandé , dit madame de Saint-Vincent , qu'on ne s'en défaisît point , prétendit à cette époque n'avoir point de fonds pour en payer le montant. Pendant plusieurs mois , & de jour en jour , il promit d'y faire honneur : mais il finit par proposer d'en faire un autre à une échéance plus éloignée.

Dans la situation où se trouvoit madame de Saint-Vincent , elle ne pouvoit , ajouta-t-elle , refuser de s'arranger avec M. le maréchal comme il jugeroit à propos. Elle imagina seulement qu'il seroit plus commode à ce seigneur de payer les 300,000 livres en cinq termes , qu'en un seul. Elle fit donc faire six billets ; un de la somme entière de 300,000 livres , & cinq de 60,000 livres chacun & les envoya tous à M. le maréchal dans une lettre , où elle le prioit de lui renvoyer signés , soit celui de 300,000 livres , soit les cinq de 60,000 livres chacun revenans ensemble à la même somme de 300,000 livres. Ceci se passoit dans le mois de novembre 1773.

Les six modèles de billets furent écrits & rédigés par Me Garisson de la Tour , homme de condition , & avocat en la cour. Le suppliant étoit présent , il les vit mettre sous enveloppe , avec une lettre de madame de Saint-Vincent , à l'adresse de M. le maréchal de Richelieu , les porta lui-même aussitôt à l'hôtel , & les remit au suisse de M. le maréchal ; c'étoit la veille d'un dimanche ou d'une fête du même mois de novembre : le suppliant étoit dans une voiture de place , accompagné de la femme de chambre de madame de Saint-Vincent.

Le suppliant retourna dès le lendemain

chez madame de Saint-Vincent , & revit entre ses mains le billet de 300,000 livres & deux des cinq de 60,000 livres chacun ; le tout paroissant signé de M. le maréchal , avec le *bon pour* au bas , & une lettre de la même écriture que celle que le suppliant avoit vue tant de fois comme étant de M. le maréchal de Richelieu.

• Ce dernier mandoit par cette lettre , autant que peut se le rappeler le suppliant :  
 » je vous envoie , ma chere cousine , votre  
 » billet signé , & deux : avec l'un , vous  
 » payerez vos dettes , vous remettrez l'autre à votre *tiers* ( c'étoit le suppliant )  
 » pour lui payer ce que vous lui devez ; mais  
 » n'en parlez à personne , & n'en vendez  
 » point d'un an : j'aime toujours bien ma  
 » chere cousine.

• Le suppliant reconnut parfaitement ces billers pour être les mêmes qu'il avoit vus , & qu'il avoit portés la veille à l'hôtel de M. le maréchal : madame la présidente de Saint-Vincent lui dit alors qu'ils lui avoient été apportés par Saint-Jean , l'un des laquais de M. le maréchal ; & ce fait fut , dans l'instant même , confirmé au suppliant par l'aumônier du couvent , qui s'étoit trouvé avec elle au moment où le laquais avoit apporté les billers.

• D'après tout cela , comment le suppliant pouvoit-il ne pas croire que les billers avoient été réellement signés par M. le maréchal de Richelieu ? Si ce dernier avoit recommandé à madame de Saint-Vincent de ne point parler de ce qu'il avoit fait pour elle , & sur-tout de ne vendre aucun des billers avant un an , le pressant besoin dans

lequel elle se trouvoit alors la força sans doute d'en user autrement. Elle pria l'aumônier du couvent ( l'abbé Froment ), de lui procurer , s'il étoit possible , la vente de l'un des deux billets de 60,000 livres.

On s'adressa au sieur Préville , par l'entremise de Me Guespreau , notaire , son gendre ; mais avant de se décider à escompter le billet , le sieur Préville , comme de raison , voulut s'assurer si le billet étoit bon , & la signature véritable ; la vérification s'en fit , en sa présence , chez Me Dumoulin , notaire de M. le maréchal ; d'après quoi la négociation eut lieu , & le sieur Préville se détermina à donner le montant du billet.

Cette opération faite , il restoit encore , comme on voit , à madame de Saint-Vincent le billet de 300,000 livres , & l'un des deux de 60,000 livres. Le premier lui parut toujours être d'une somme trop considérable pour ne pas gêner M. le maréchal lors de l'échéance , ou pour s'en procurer aisément la valeur dans le cas où elle voudroit par la suite en disposer. Elle le fit couper en différens billets de 20 , 25 , 30 , 35 , 40 , & 45,000 livres , dont elle fit faire les modèles , que le suppliant la vit le lendemain rapporter comme signés de M. le maréchal , qui les lui avoit remis chez lui , d'où elle sortoit en même tems qu'elle avoit déchiré en sa présence , disoit-elle , celui de 300,000 livres.

Mais il paroît que les dettes qu'elle s'étoit cru pouvoir être en état de contracter , depuis qu'elle avoit compté sur les promesses de M. le maréchal de Richelieu , excédoient le produit du billet de 60,000 livres  
vendu

vendu au sieur Preville. M. le maréchal n'ayant point été instruit de cette première vente , madame la présidente espéra qu'il pourroit ne pas l'être davantage d'une seconde négociation. Au mois de mai 1774 , elle pria le suppliant d'aider à celle qu'elle vouloit faire d'un billet de 25,000 liv.

En effet , il trouva un particulier qui lui en procura la négociation chez le sieur Rubi , marchand frippier , rue Saint-Honoré , auquel le suppliant permit d'aller vérifier la signature vis-à-vis de M. le maréchal lui-même , pourvu que ce fût sans que ses gens en fussent rien. Le sieur Rubi ne peut pas disconvenir de ce fait, qui est une preuve sans réplique, qu'à cette époque le suppliant étoit dans la bonne foi que les billets avoient été réellement souscrits par M. le maréchal.

Au surplus , avant de conclure le marché , le sieur Rubi , comme on le peut croire , fit la même difficulté qu'avoit faite le sieur Preville ; il voulut vérifier la signature du billet ; le suppliant l'accompagna , lui & l'agent de la négociation , jusqu'à la porte de Me Dumoulin , notaire , chez lequel ils entrèrent , tandis que le suppliant resta dans la voiture , où ils le rejoignirent un instant après , en lui disant que le billet étoit bon , & que le notaire l'avoit assuré tel. Malgré cette sûreté , le sieur Rubi proposa au suppliant de lui garantir la signature par un écrit de sa main , ce que le suppliant consentit à faire sans hésiter , tant il se croyoit certain de la sincérité du billet. Le sieur Rubi , non-seulement prit le billet de 25,000 livres, mais encore s'accommoda par la suite

de deux autres montant à 55,000 livres. Il donna pour tout cela de l'argent & des marchandises, dont la vente fut faite par des huissiers-priseurs.

Il se fit encore une troisieme négociation, mais dont le suppliant ne se mêla en aucune maniere, non plus qu'il ne s'étoit mêlé de la seconde. Il proposa seulement en différentes fois, à une dame Leroy, négociante, d'escompter ou de faire escompter deux ou trois des autres billets; & ces dernieres négociations n'ayant pas eu lieu, la dame Leroy rendit les billets au suppliant, qui les remit à madame de St-Vincent.

Pour cette fois, M. le maréchal de Richelieu fut instruit de ce qui se passoit : on lui manda à Bordeaux où il étoit depuis la fin de juin, qu'il court dans Paris pour des sommes immenses de billets qu'on dit être de lui. Il en écrit à madame de Saint-Vincent par Marion, son intendant, qui lui apporta la lettre le 16 juillet : par cette lettre, il ne lui dit pas qu'il est étonné d'apprendre qu'elle dise avoir des billets de lui ; il ne lui dit pas qu'il ne lui en a point fait ; mais il la prie simplement de se joindre à son intendant & au magistrat de police, & de les aider à découvrir ce *maquignonnage* ; c'est le terme dont se servoit dans cette lettre M. le maréchal de Richelieu, & il est important de le remarquer. Il n'a pas échappé au sieur Rubi, non plus qu'au suppliant, ni à d'autres personnes, ainsi qu'on le verra par les interrogatoires ; & il suppose évidemment en effet que, dans ce premier moment, M. le maréchal ne se plaignoit point qu'on eût fait de faux billets sous son nom ; mais seulement

qu'on mît sur la place , & qu'on livrât aux négociations publiques des billets qu'il avoit réellement souscrits : c'est un malheur pour madame de Saint-Vincent d'avoir égaré ou déchiré la lettre de M. le maréchal. On en auroit tiré pour elle & pour le suppliant lui-même les plus grands avantages.

Voilà donc M. le maréchal de Richelieu bien assuré qu'on négocioit ses billets , malgré la défense qu'il en avoit faite à madame la présidente : que fait-il alors ? Au lieu de chercher à retirer ses billets du commerce en les payant , s'il étoit vrai qu'il les eût souscrits ; ou de les inscrire de faux en justice réglée , s'ils étoient supposés ; ce qui étoit la seule marche qu'il dût suivre dans ce dernier cas ; il obtient , ou plutôt il surprend un ordre du ministre , & fait traîner le 25 juillet madame de Saint-Vincent dans ces prisons terribles qui ne s'ouvrent , ou ne doivent jamais s'ouvrir que pour recevoir les criminels d'état.

En même temps on fait perquisition chez elle , on enleve tous ses papiers , même les plus secrets , même ceux qui n'avoient ni ne pouvoient avoir rapport à aucune espèce d'affaire , & qui ne pouvoient concerner qu'elle-même : on procède à une instruction extrajudiciaire , despotique , illégale en elle-même , & plus illégale encore par les motifs & les circonstances qui y donnoient lieu ; on entend des témoins , au nombre desquels étoit le suppliant ; on fait subir interrogatoire à madame de Saint-Vincent ; & quand on s'est ainsi rendu maître de tous les papiers qui pouvoient servir à sa justification ,

on consent à lui rendre , pour un moment , sa liberté.

Le suppliant n'entrera dans aucun détail sur cette première partie des procédures , quoique plus horrible encore que tout ce qui a suivi ; c'est aux défenseurs de madame de Saint-Vincent à faire voir toute l'atrocité des procédés dont les gens d'affaires de M. le maréchal n'ont pas craint d'user envers une femme de la première qualité , que M. le maréchal lui-même s'honore d'avoir pour parente.

Le suppliant vient de le dire : il n'avoit paru que comme témoin dans l'instruction ténébreuse faite à la Bastille ; les gens d'affaires de M. le maréchal font prendre enfin à ce seigneur des voies plus légales , au moins en apparence ; & les 27 du même mois de juillet & 14 août suivant , il rend plainte en faux principal , & requiert l'apposition des scellés sur les papiers & effets de toutes les personnes qu'il plairoit au lieutenant-criminel de décréter.

Sur sa plainte , & sur les conclusions du substitut de M. le procureur général , on décrète huit personnes , au nombre desquelles étoit le suppliant ; on ordonne l'apposition des scellés sur les effets & papiers des décrétés , le tout *aux risques , périls & fortune* de M. le maréchal de Richelieu.

M. le maréchal prétendit donc alors , pour la première fois , que ce n'étoit point lui qui avoit signé les billets dont madame de Saint-Vincent étoit en possession. Il fait entendre des témoins qui lui sont totalement dévoués , tels que ses domestiques & d'autres gens non moins suspects , & tout



aussi reprochables , qui disent que le suppliant a eu part à la négociation de quelques-uns des billets argués de faux ; & comme si cette négociation , à laquelle le suppliant n'avoit aucun intérêt personnel , & dont il ne s'étoit mêlé que pour obliger madame la présidente, pouvoit jamais être regardé comme un crime , quand même les billets seroient jugés faux , on le décrète de prise-de-corps le 16 du même mois d'août , on vient le fouiller & prendre tous ses papiers , sur lesquels on appose le scellé ; on le traîne ignominieusement dans les prisons , lui domicilié , lui lieutenant-colonel , lui décoré des marques de la satisfaction que le roi avoit eue de ses longs services ; lui enfin , dont jusqu'alors personne ne s'étoit jamais plaint , & qui avoit toujours mené la vie la plus pure , & tenu la conduite la plus régulière (1).

Arrivé dans les prisons du châtelet , on le met au *secrét* , comme le plus vil des criminels , comme un homme qui avoit mérité le dernier supplice ; & comme on avoit résolu de violer toutes les règles à son égard , on l'y tient pendant trois jours , sans l'interroger.

Mais , ce qui est encore plus abominable , c'est qu'au moment où le décret avoit été lancé , il n'y avoit point de corps de délit constant , puisque d'une part , la négociation des billets argués de faux n'étoit point un délit ; & que d'un autre côté , le délit ne pouvoit réellement être regardé comme existant , qu'autant que le faux se fût trouvé

---

(1) Voyez les pièces justificatives ci-après.

constaté , ou tout au moins attesté par des experts , d'après les procédures & les formalités prescrites par les loix , opération qui n'eut lieu qu'environ trois mois après ; c'est enfin , que le décret a été décerné *aux risques , périls & fortune* de M. le maréchal de Richelieu ; ce qui est un vrai monstre dans notre jurisprudence criminelle.

On fait enfin subir interrogatoire au suppliant les 19 août , premier , 3 & 4 octobre 1774.

Et que résulte-t-il de ces interrogatoires infectés de vices & de nullités aussi manifestes que ceux des procédures précédentes , & où le sieur Bachois , qui ne devoit faire ses interrogats , & recevoir les réponses du suppliant , qu'avec cette impassibilité qui est le vrai caractère du juge , a violé toutes les règles de la procédure , & même de la décence , & n'a pas craint de montrer la plus aveugle partialité & une chaleur de passion & d'intérêt qu'on trouveroit à peine dans les défenseurs de M. le maréchal de Richelieu ?

Malgré les pièges tendus au suppliant par le premier juge , malgré les détours artificieux qu'il a employés pour le faire tomber en contradiction avec lui-même , il ne résulte de ces interrogatoires aucune charge contre le suppliant , aucun aveu de sa part , qui puisse prouver , ni seulement faire soupçonner la complicité qu'on a l'audace de lui imputer dans le prétendu crime de faux dont est accusée madame la présidente de Saint-Vincent : ce n'est pas ici le lieu d'entrer dans le détail , & de se livrer à la discussion de ces interrogatoires , non plus que des

opérations des prétendus experts , qui , livrés à toutes les impressions qu'on leur a suggérées , ont osé décider que les billets dont il s'agit étoient absolument faux ; c'est ce que le suppliant se propose de faire dans le mémoire qu'il publiera en réponse à ceux de M. le maréchal de Richelieu , & notamment à celui qu'il a publié lui-même contre le suppliant , & qui est un vrai libelle diffamatoire , dont celui-ci demandera vengeance. L'objet de la présente requête n'est autre que de conclurre à la nullité de toute la procédure du châtelier , & à la prise à partie contre le sieur Bacheois ; il suffit donc , quant à présent , d'observer que les interrogatoires du suppliant , ni les procès-verbaux des prétendus experts , ne prouvent rien contre lui , & qu'il en résulte tout au plus que le suppliant a eu part à la négociation d'un des billets argués de faux ; ce qui n'offre pas l'ombre du plus léger délit.

Le 23 du même mois d'août , le procès fut réglé à l'extraordinaire. Paillaçon & Potier , écrivains , furent nommés experts ; & pour avoir une pièce de comparaison , il fut ordonné que M. le maréchal feroit à son gré un corps d'écriture , ce qui fut exécuté. Ce corps d'écriture fait par M. le maréchal est véritablement l'unique pièce que les experts aient prise pour règle dans leur prétendu procès-verbal de rapport.

Les 2 & 3 septembre , madame de Saint-Vincent fit déposer au greffe trente-sept lettres , qu'elle prétendoit lui avoir été écrites par M. le maréchal ; celui-ci s'indignait d'abord en faux contre dix-huit de ces lettres , & ensuite contre une dix-neuvième ,

en déclarant qu'il ne vouloit pas s'expliquer sur les autres ; c'étoit donc le cas de rendre toutes celles non arguées de faux , ainsi que toutes celles écrites entre madame de Saint-Vincent , M. le maréchal , le suppliant & autres personnes ; lettres qui étoient au nombre de plus de quatre cents , absolument inutiles à l'instruction du faux ; mais nécessaires à ceux à qui elles appartenoient , parce qu'elle contenoit des secrets dans lesquels M. le maréchal , ni qui que ce fût , n'avoit droit de pénétrer : cependant tout fut retenu.

Le 10 du même mois de septembre , le sieur Bachois procéda à une addition d'information composée de trente-six témoins , dont plus de moitié sont les domestiques de M. le maréchal , & les autres lui sont totalement dévoués comme travaillant journellement pour lui , tels que son commissionnaire de vin , son notaire , son banquier , son perruquier , &c.

Les gens d'affaires de M. le maréchal avoient engagé le fils d'un bourgeois de Milhaud , qui a l'impudence de se qualifier baron de Roquetaillade , à déposer dans une information faite à Milhaud même , qu'ayant comparé des lettres de M. le maréchal avec celles écrites à madame de Saint-Vincent , il avoit reconnu que celles-ci étoient fausses ; qu'étant à Paris en septembre & octobre 1773 , il alloit souvent voir madame la présidente de Saint-Vincent ; qu'elle lui avoit proposé , pour avoir de l'argent , des moyens qui lui avoient fait horreur ; qu'elle avoit des lettres de changes sous des noms inconnus ; que pour les négocier , elle vouloit

P'engager à *altérer la vérité* des signatures.

Ce prétendu baron de Roquetaillade fut confronté au suppliant , qui le reprocha , comme étant connu pour menteur & mauvais sujet , & l'accusa de parjure ; ce qui fut aussi-tôt vérifié par la rétractation de ce faux témoin , qui s'excusa , en disant , que sa déposition avoit été mal rédigée.

Tous les autres témoins qui furent confrontés au suppliant essuyèrent le même sort. Il les reprocha , les traita de menteurs ; & ils furent forcés de varier. On en verra le détail dans le mémoire du suppliant.

Cependant le suppliant s'étoit déjà rendu appellant de toute la procédure.

Le corps de délit n'étant pas constant , puisque les experts écrivains n'avoient pas encore décidé que les billets étoient faux , la liberté provisoire du suppliant ne pouvoit éprouver de difficulté : il ne l'obtint pas.

Dans la procédure illégale & monstrueuse instruite à la Bastille , les nommés Guillaume & Liverloz , écrivains , avoient fait un rapport qui avoit été tenu secret , & qui étoit favorable à M. le maréchal. Pour lui conserver cet avantage , sans cependant se servir ouvertement de ce prétendu rapport , Guillaume choisit pour nouveaux experts Paillasson & Potier , deux de ses élèves , de la docilité desquels il étoit assuré.

Mais tous les sophismes de Guillaume & de ses deux écoliers fussent-ils des preuves évidentes d'un faux matériel , il restoit toujours à prouver quel en étoit l'auteur , ce qui ne put jamais se faire. Le suppliant ne s'attachera point ici à discuter les inepties , les bévues de Paillasson & Potier , totale-

ment dévoués à Guillaume , leur maître , homme qui n'a jamais trouvé d'innocent , qui doit être plus que suspect à la cour , & qui d'ailleurs est lui-même totalement dévoué aux intérêts de M. le maréchal de Richelieu. Quelqu'intime qu'ait pu être la liaison qui régnoit entre le suppliant & madame la présidente de Saint-Vincent , il n'en résultera jamais , quand même il seroit possible que madame la présidente fût déclarée coupable du faux dont elle est accusée , que le suppliant ait coopéré à ce faux , ni qu'il en ait été complice en maniere quelconque : il n'en résultera jamais autre chose , sinon que le suppliant a eu part à une négociation de billet , ce qui , encore un coup , ne peut passer pour un crime , ni même pour la faute la plus légère.

Ces vérités sont si palpables, elles sont d'une évidence tellement irrésistible , qu'il suffit de les énoncer. M. le maréchal de Richelieu ne peut se les dissimuler ; mais dans l'affreuse résolution qu'il n'a pas craint de prendre , de perdre le suppliant , de le livrer à l'infamie , de lui faire subir les peines réservées aux plus vils criminels , de lui ravir sa fortune , sa liberté , son état , son honneur , il cherche à établir , 1°. que le suppliant étoit trop intimement lié avec madame de Saint-Vincent , pour n'être pas entré dans tous ses secrets ; 2°. que par conséquent il est évidemment complice du faux dont est accusée madame de Saint-Vincent : ainsi c'est sur de prétendues preuves morales , ou plutôt sur de simples soupçons , que M. le maréchal de Richelieu prétend asseoir la cer-

ritude d'un fait physique , ce qui est le comble de l'injustice & de la déraison.

Telles sont les circonstances dans lesquelles le suppliant se présente en la cour pour y demander la nullité de la procédure instruite contre lui au châtelet , & la permission de prendre à partie le sieur Bachois , lieutenant-criminel. Ses moyens se trouvent déjà renfermés dans les faits dont il vient de rendre compte ; il ne s'agit plus que de les développer , & de faire voir qu'ils sont fondés sur les dispositions textuelles de nos ordonnances , & même sur les principes les plus simples du droit naturel.

Une première nullité de la procédure contre laquelle réclame le suppliant , est qu'après avoir été entendu comme témoin dans l'instruction extrajudiciaire faite à la Bastille contre madame de Saint-Vincent , on l'a transformé en accusé dans l'instruction criminelle faite au châtelet.

En effet , lors de l'instruction de la Bastille , le sieur lieutenant général de police avoit envoyé le suppliant chez le commissaire Chenon , pour y déposer & faire sa déclaration de ce qu'il savoit au sujet de la négociation des billets argués de faux ; & par le plus étrange des contrastes , ou plutôt par une manœuvre dont il n'y a point d'exemple , il n'a point été assigné pour déposer dans l'information sur la lecture de la plainte en faux rendue par M. le maréchal de Richelieu ; on a fait du suppliant un accusé , de peur que son témoignage ne fût défavorable à M. le maréchal de Richelieu.

L'article 2 du titre 18 de l'ordonnance

de 1667 , veut que celui qui a choisi l'une des deux actions civile ou criminelle , ne puisse se servir de l'autre , si ce n'est qu'en prononçant sur la criminelle on lui réserve la civile ; les articles 1 & 2 du titre 20 de l'ordonnance de 1670 , laissent à la prudence des juges d'ordonner qu'un procès commencé par la voie civile , soit poursuivi extraordinairement , s'ils connoissent qu'il peut y avoir lieu à quelque peine corporelle , & plusieurs arrêts de la cour ont déclaré nulles des procédures criminelles cumulées avec des instructions civiles.

Il en doit être de même relativement à ceux qui déposent comme témoins ; ce n'est à leur égard qu'une action civile qui ne peut être convertie en criminelle , que dans le cas où le juge l'ordonne , & qu'il peut y avoir lieu à peine corporelle contre les témoins , ce qui s'applique de soi-même au suppliant. Il est horrible , il est abominable d'attaquer criminellement des témoins , précisément , parce qu'ils déposent ou qu'ils peuvent déposer à la décharge de l'accusé.

Un deuxième vice résulte de l'art. 2 du tit. 10 de l'ordonnance de 1670 , qui ne permet de décréter que *selon la qualité des crimes , des preuves & des personnes* , & de l'art. 19 du même titre , qui défend de *décerner prise de corps contre les personnes domiciliées* , si ce n'est pour *crime qui doit être puni de peine afflictive ou infamante* : le nouveau commentateur de cette loi remarque même , sur le premier des deux articles cités , que *le juge doit user d'une grande circonspection pour éviter d'être pris à partie , & qu'il faut plus de preuves à l'égard d'une*  
*personne*



*personne distinguée , qu'à l'égard d'une personne vile.*

Le suppliant n'étoit , ni coupable , ni accusé , ni prévenu d'aucun crime qui méritât peine afflictive ou infamante : si madame de Saint-Vincent étoit accusée de faux , il n'existoit aucune preuve , aucun adimicule que le suppliant fût complice de ce prétendu faux ; le suppliant étoit domicilié , & ses qualités de lieutenant-colonel d'infanterie & de major du régiment Dauphin , ainsi que la croix respectable dont il est décoré , devoient le préserver de la rigueur d'un décret de prise de corps & d'un emprisonnement , d'autant que tout ce qui lui pouvoit être imputé se réduisoit à avoir aidé à vérifier les signatures attribuées à M. le maréchal , à les avoir cru vraies sur la foi de notaire , de l'intendant & du contrôleur de la maison de M. le maréchal , & enfin à avoir coopéré à la négociation d'un des billets munis de pareilles signatures ; tous faits , qui , de quelque manière que tournaissent les choses , quelque événement qui en arrivât , & madame de Saint-Vincent fût-elle reconnue coupable du prétendu faux , ne pouvoit jamais inculper le suppliant en aucune manière.

Une troisième nullité , & qui est la conséquence naturelle de la précédente , est que le décret de prise de corps contre lequel réclame le suppliant , a été décerné *aux risques , périls & fortune* de M. le maréchal de Richelieu.

En vain le sieur Buchois prétendrait-il qu'un pareil décret n'est pas sans exemple ; il n'en est pas moins un monstre dans la pro-

cédure ; & si l'on y admettoit des clauses de cette espece , il n'est point de citoyen quelque honnête & quelqu'irréprochable qu'il fût , qui pût être en sûreté chez lui , & qui ne fût à la merci du premier calomniateur qui seroit assez élevé en dignité , ou qui se trouveroit assez riche pour le vexer : un juge inférieur , tel que le sieur Bachois , ne doit prendre d'exemple que dans la loi : or la loi , comme on vient de le voir , ne permet point de décerner prise de corps contre un domicilié , *aux risques , périls & fortune* de qui que ce soit ; elle défend expressément au contraire de décerner prise de corps , si ce n'est pour crime public & qui mérite peine afflictive ou infamante ; c'est donc tout à la fois , & contre la disposition textuelle des ordonnances , & contre le droit naturel , que le sieur Bachois s'est permis de décréter le suppliant de prise de corps , *aux risques , périls & fortune* de M. le maréchal de Richelieu ; il a cru , sans doute , par cette étrange clause , se mettre à l'abri des suites de la prise à partie ; & c'est précisément cette même clause qui rend la prise à partie inévitable.

Une quatrieme nullité résulte non seulement de la disposition ci-dessus citée de l'ordonnance de 1670 , mais encore des principes du droit naturel : c'est que personne ne peut être décrété , à moins qu'il n'y ait un corps de délit constant ; or c'est le 16 août 1774 que le suppliant a été décrété de prise de corps , sur la plainte en faux rendue par M. le maréchal de Richelieu. Pour que le corps de délit eût été constant à cette époque , il auroit fallu que le faux eût été constaté , & il ne pouvoit certainement l'être.

tre que par un rapport d'écrivains experts dressé juridiquement ; cependant il n'y avoit point eu de rapport , si ce n'est la décision hasardée par Guillaume & Liverloz , dans l'instruction illégale & monstrueuse faite à la Bastille contre madame de Saint-Vincent , & totalement étrangere au suppliant ; car le rapport de Paillasson & Potier , au châtelet , n'est que du mois de novembre suivant , c'est-à-dire , qu'il est postérieur d'environ trois mois au décret. Il est donc plus clair que le jour qu'à l'époque de ce décret , il n'y avoit point de corps de délit constant ; il est donc plus clair que le jour que le corps de délit , s'il y en a un , n'a pu être réputé constaté qu'au mois de novembre , & trois mois au moins après ce décret , & par conséquent que le décret est nul & vexatoire.

Une cinquieme nullité résulte de ce que par les conclusions du sieur Moreau , substitut de M. le procureur général , du 14 août , il a requis *que les pieces jointes à la requête de M. le maréchal de Richelieu , qui étoient toutes celles de la procédure de la Bastille , fussent déposées au greffe , ensemble qu'il y fût apporté une expédition du procès-verbal d'apposition & levée des scellés apposés sur les papiers de madame de Saint-Vincent & du sieur Benavent , pour y être déposés & servir à l'instruction ce que de raison ; & de ce que le sieur Bachois a déferé à cet étrange requisitoire.*

Des procédures nulles , furtives , violentes , faites par un officier sans droit & sans caractère , tel qu'un commissaire au châtelet , & instruites contre le texte des ordonnances , ne peuvent servir ni de fon-

dement , ni de guide à une instruction judiciaire. Les art. 14 du tit. 6 , 8 du tit. 14 , & 24 du tit. 15 de l'ordonnance de 1670 , laissoient au devoir & à la religion de substituer de M. le procureur général de requérir , & au lieutenant-criminel de faire décider par son tribunal la nullité de la procédure instruite à la Bastille , & d'en ordonner une nouvelle aux frais & dépens du commissaire Chenon.

En un mot , ou la procédure de la Bastille étoit valable , ou elle étoit nulle : au premier cas , il étoit inutile d'en instruire un autre ; & celle du sieur Bachois seroit nulle elle-même , par ce principe si trivial dans notre jurisprudence , *non bis in idem* : au second cas , on ne pouvoit joindre la procédure de la Bastille à celle du châtelet pour servir à l'instruction de celle-ci *ce que de raison* ; & de plus le commissaire Chenon n'étoit plus partie capable d'instruire dans cette seconde procédure , de recevoir une plainte , d'entendre les mêmes témoins , ni d'en entendre de nouveaux ; c'étoit un officier devenu suspect , qui auroit dû se refuser lui-même , ou plutôt contre lequel le châtelet auroit dû sevir.

Une sixieme nullité résulte de ce que les interrogatoires que le sieur Bachois a fait subir au suppliant , ainsi qu'à tous les autres accusés , n'ont point été écrits sous la dictée du juge par un greffier du châtelet. En effet le sieur Bachois s'est servi d'une espece de secretaire sans titre d'office , qu'il a qualifié très-improprement de commis-greffier , sans le nommer , & auquel il n'a pas même fait prêter serment.

Le nouveau commentateur de l'ordonnance de 1667 , pose en principe sur l'art. 19 du tit. 21 , & l'art. 25 du tit. 12 de cette ordonnance , *que les juges dans leur commission ne peuvent se servir pour greffiers que d'un commis du greffe du siège dont il fait corps , à peine de nullité , ainsi que plusieurs arrêts l'ont jugé.*

Ce principe est incontestable en matiere civile , à plus forte raison doit-il être rigoureusement suivi dans l'instruction des procès criminels ; & c'est en effet ce qui a été jugé par deux arrêts de la cour , des 27 mai 1696 & 28 septembre 1711 , rapportés dans la nouvelle collection de jurisprudence , au mot *greffier*. Les procédures extraordinaires du lieutenant de la maréchaussée de Lyon & du juge de Dampierre , ont été déclarées nulles par ces arrêts , parce que les juges avoient oublié de prendre le serment du commis-greffier , & d'en faire mention. Un troisieme arrêt du 31 décembre de la même année 1711 , rapporté au journal des audiences , tome 6 , livre 1er , chap. 50 , pag. 164 , en déclarant nulle une procédure criminelle du juge de Civrai , lui enjoint d'envoyer au greffe de Poitiers les actes de prestation de serment des greffiers-commis qui avoient assisté ce juge lors des informations & interrogatoires.

Une septieme nullité résulte des dispositions de l'ordonnance de 1737. L'art. 13 de cette loi porte que *ne pourront être admises pour pieces de comparaison ( en matiere de faux ) que celles qui sont authentiques.* L'art. 14 ajoute : *pourront néanmoins être admises pour pieces de comparaison les écri-*

tures & signatures qui auroient été reconnues par l'accusé , sans qu'en aucun autre cas lesdites écritures & signatures privées puissent être reçues pour pièces de comparaison , quand même elles auroient été vérifiées avec l'accusé sur la dénégation qu'il en auroit faite , ce qui sera exécuté à peine de nullité. L'art. 33 ne permet pas aux juges d'ordonner que le demandeur en faux fera un corps d'écriture , mais seulement que l'accusé sera tenu de le faire tel qu'il lui sera dicté par les experts ; & cela , dit le commentateur , a lieu principalement lorsqu'il n'y a point de pièces de comparaison , ou qu'elles ne sont pas suffisantes : or il est de principe que lorsqu'une loi ne permet une formalité que dans le cas particulier qu'elle exprime , elle le défend dans tous les autres ; c'est le résultat de cet axiome de droit : *Inclusio unius est exclusio alterius*.

M. le maréchal de Richelieu avoit donné une requête tendante à ce qu'il lui fût permis de tracer un corps de son écriture pour démontrer le prétendu faux. Sur cette requête , une sentence a ordonné que ce corps d'écriture seroit fait en présence du sieur Bachois , du substitut de M. le procureur général , & des experts , dans les positions que ces derniers indiqueroient , & que le sieur Bachois jugeroit nécessaires. Cette sentence ne permet point au suppliant , accusé de complicité de faux , ni à son procureur , d'assister au procès-verbal ; & en effet ils n'y ont point assisté.

D'où il résulte que ce n'est point au suppliant , co-accusé de madame de Saint-Vincent , qu'il a été ordonné de faire un

corps d'écriture tel qu'il lui seroit dicté par les experts ; que ce corps d'écriture fait par M. le maréchal de Richelieu , ne pouvoit être admis pour piece de comparaison , puisqu'il n'a pas été reconnu par le suppliant , puisqu'il n'avoit pas été fait en sa présence.

Et ce qui acheve de démontrer l'irrégularité , ou plutôt la partialité qui dominoit dans toute cette affaire , c'est que malgré la disposition de la sentence du sieur Ba-chois , qui s'étoit réservé de juger quelles seroient les positions dans lesquelles M. le maréchal feroit son corps d'écriture , les deux prétendus experts se sont ingérés de juger que les différentes encres & postures étoient inutiles , & qu'il suffisoit de tailler la plume de différentes manieres ; en sorte que M. le maréchal a fait son corps d'écriture comme il a voulu , & tel qu'il a jugé à propos.

Un huitieme vice résulte de l'article premier du titre 14 de l'ordonnance de 1670 , qui ordonne que *les prisonniers pour crimes seront interrogés incessamment , & les interrogatoires commencés au plutard dans les 24 heures après leur emprisonnement , à peine de tous dépens , dommages & intérêts contre le juge qui doit faire l'interrogatoire.*

C'est le 16 du mois d'août que le suppliant a été constitué prisonnier & mis au *secrét* , comme le plus vil des criminels ; & ce n'est que le 19 du même mois , & par conséquent trois jours après son emprisonnement , qu'on l'a tiré du *secrét* pour lui faire subir son premier interrogatoire ; ce qui dégénere en une vexation punissable , dont le juge doit répondre , & qui suffiroit

seule pour faire admettre la prise à partie contre lui.

Un neuvieme vice résulte du principe constant dans notre législation criminelle , que l'instruction d'un procès criminel ne doit avoir pour objet que la recherche de la preuve du titre d'accusation expliqué par la plainte. Tout ce qui est étranger au délit doit être soigneusement écarté , tant par les témoins que par le juge ; & les arrêts de la cour ont toujours déclaré nulles les procédures extraordinaires dans lesquelles on avoit mêlé d'autres délits , d'autres particularités , d'autres injures , d'autres calomnies , d'autres faits que ceux qui formoient l'objet de la plainte. Or les gens d'affaires de M. le maréchal , & le sieur Bachois , ont surchargé le procès du suppliant de particularités , d'injures aussi atroces qu'inutiles , & de questions aussi indécentes qu'indiscretes , qu'un juge impartial n'auroit jamais élevées.

Dans une inscription de faux , il n'y a que trois sortes de pieces qui doivent servir à l'instruction ; premièrement celles auxquelles on fait le procès ; secondement celles de conviction , qui constatent que l'accusé est le faussaire ; troisièmement celles de comparaisoñ , qui prouvent qu'elles sont différentes des premières.

Dans l'instruction faite au châtelet , on ne s'est pas borné à informer , à interroger sur le prétendu faux dont se plaint M. le maréchal de Richelieu ; on ne s'est pas borné à joindre les trois sortes de pieces , qui seules devoient servir à l'instruction de ce prétendu faux ; on s'est livré indiscretement à



la discussion de plus de 800 pieces qui n'ont pas l'ombre de rapport à ce titre d'accusation. Le commissaire Chenon à la tête de vingt fusilliers en a fait de nuit & de jour l'enlèvement furtif dans dix maisons différentes ; ces pieces qui consistent la plupart en lettres missives de M. le maréchal , du suppliant , de madame de Saint-Vincent & autres , ont été examinées avec la plus avide curiosité , & interprétées de la maniere la plus maligne par Chenon & le sieur Bachois ; & quoiqu'elles ne soient ni arguées de faux , ni pieces de conviction , ni pieces de comparaison , que même quelques-unes pussent servir aux faits justificatifs des accusés , & que les art. 41 & 42 de l'ordonnance de 1737 permissent aux accusés de les représenter lors de leurs interrogatoires & à la confrontation , & les art. 46 , 47 , 50 & 51 , de demander qu'elles fussent reçues pour nouvelles pieces de comparaison , tout cela a été interdit aux accusés ; & l'on ne s'est servi des autres pieces inutiles , que pour faire au suppliant & aux autres accusés les insultes les plus graves , les interroger sur des faits absolument étrangers au procès , & leur présenter des questions aussi indiscrettes qu'indécentes. Toutes ces lettres & celles du suppliant ont enfanté plus de 1500 rôles d'interpellations injurieuses.

Ainsi toute la procédure tenue au châtelet n'est qu'une inquisition odieuse & digne des peines les plus sévères.

Il n'est permis à aucun particulier d'intercepter , de surprendre , ni de lire des lettres qui ne lui sont pas adressées. Une action de cette nature est contraire au droit

naturel & à l'humanité ; tout au plus le gouvernement se la permettroit-il en matière de crimes d'état ou de leze-majesté ; & assurément M. le maréchal de Richelieu , fut-il fondé dans son inscription de faux , ce n'auroit jamais été un crime d'état ni un crime de leze-majesté , que d'avoir fabriqué des billets sous son nom ; aussi les interceptions des lettres , soit de la part des particuliers , soit même de la part des juges , ont-elles toujours été punies en France. Bouchel , au mot *lettres interceptées* , rapporte un arrêt du 22 décembre 1593 , qui , sur les conclusions de M. le procureur général , décréta Michel Cotté , lieutenant au bailliage de Dunois , pour avoir intercepté une lettre sur laquelle il vouloit faire faire le procès Antoine Touvault : & M. Dufail cite trois arrêts du parlement de Rennes , l'un du 5 mars 1574 , qui condamna Bonabry à l'amende , pour avoir intercepté les lettres de Perrin sa partie ; l'autre du 11 juillet 1602 , qui décréta de prise de corps un solliciteur qui avoit intercepté les lettres écrites à un procureur ; & le troisieme de 1638 , contre René Manchien , qui avoit ouvert & supprimé un paquet que la dame d'Epinars lui avoit confié pour remettre à un sieur d'Outremer : il fut ordonné que son procès lui seroit fait & parfait devant le lieutenant criminel de Rennes. Enfin la cour des aides rendit , le 6 mars 1645 , contre les officiers du grenier à sel de la Fleche , un arrêt rapporté au journal des audiences , tome 1 , liv. 4 , chap. 21 , part. 347 , & que l'arrétiste intitule ainsi : *arrêt notable pour la restitution des lettres missives*

*familièrement écrites & perfidement baillées.*

Cet arrêt ordonne qu'une lettre de Me le Mazier, avocat, que ces officiers s'étoient fait remettre, & dont ils demandoient que les termes injurieux fussent rayés, sera par eux rendue, & les condamne en 4 liv. d'aumône, avec défense de récidiver, sous plus grandes peines.

Le suppliant ne finiroit pas s'il vouloit entrer dans le détail des nullités dont fourmille & dont est infectée la procédure tenue au châtelet contre lui & ses co-accusés ; mais en voilà plus qu'il n'en faut sans doute pour faire proscrire avec indignation cette procédure monstrueuse & vexatoire ; & le suppliant se réfère d'ailleurs à la savante & lumineuse requête imprimée de madame la présidente de Saint-Vincent, qu'il emploie pour plus amples moyens de nullité & de défense.

Su quoi porte donc l'étrange accusation de M. le maréchal de Richelieu contre le suppliant ? Si le suppliant a contribué à la vente d'un des billets argués de faux, c'est qu'il les croyoit signés de M. le maréchal, ainsi que les lettres qui les annonçoient. Lorsqu'il s'est mêlé de cette négociation, l'accusation de faux n'étoit point intentée par M. le maréchal, il ne s'en est mêlé que comme l'auroit fait toute personne honnête que madame de Saint-Vincent en auroit prié ; il croyoit tellement les billets vrais, qu'il n'a pas hésité à les garantir lorsque les acheteurs l'en ont requis, voilà tout son crime ; & quand même il seroit vrai que madame de Saint-Vincent fût coupable du faux que lui impute M. le maréchal, ce que

le suppliant est bien éloigné de croire , il n'en pourroit encore rien résulter contre lui , puisqu'il n'existe aucun aveu de sa part dans les interrogatoires insidieux qu'on lui a fait subir , ni aucune preuve de la part des témoins stipendiés pour déposer dans les informations , que le suppliant ait coopéré en quoi que ce soit à la prétendue fabrication des billets. Que la cour daigne se rappeler toutes les circonstances qui ont précédé la plainte de M. le maréchal de Richelieu , & dont le suppliant vient d'avoir l'honneur de rendre compte : que la cour daigne se rappeler tout ce qui s'est passé , & avant la négociation des billets , & lors de cette négociation , & enfin la reconnoissance faite de ces billets par le notaire de M. le maréchal , & tant d'autres personnes qui lui sont attachées ; & l'on verra qu'il n'a pas été possible au suppliant de se défier de la sincérité de ces titres. Au surplus , la discussion de cette partie de l'affaire & du fond de l'accusation intentée par M. le maréchal contre le suppliant , sera traitée plus au long & de manière à ne laisser rien à désirer dans le mémoire particulier auquel il travaille actuellement , en réponse au libelle diffamatoire qu'a publié contre lui M. le maréchal de Richelieu.

CE CONSIDÉRÉ , NOSSEIGNEURS , il vous plaise recevoir le suppliant appellant , en adhérant à son premier appel , de toutes les procédures faites par le sieur Bachois au châtellet , apposition de scellés , plainte , information faite tant au châtellet qu'à Milhau & à Poitiers , addition de plainte & d'information ,

d'information , interrogatoires , récolemens & confrontations ; tenir le présent appel pour bien relevé.

Faisant droit sur ledit appel , mettre l'appellation & ce dont est appel au néant ; émendant , déclarer toutes lesdites procédures nulles , tortionnaires , vexatoires & déraisonnables ; ordonner que le suppliant sera mis en liberté , & que son écrou sera rayé & biffé des registres des prisons où il a été & où il est détenu , à le laisser sortir , tous greffiers , concierges , guichetiers & autres , contraints même par corps , quoi faisant , ils en feront bien & valablement déchargés.

Ordonner que les lettres , billets , titres , papiers & effets sur lesquels ont été apposés les scellés en vertu de l'ordonnance du sieur Bachois du 14 août 1774 , qui ont été déposés au greffe du châtelier , & qui cependant ne servent , ni ne peuvent servir à l'instruction du prétendu faux dont se plaint M. le maréchal de Richelieu , seront rendus & restitués au suppliant ; à quoi faire tous greffiers , dépositaires & autres seront contraints même par corps , quoi faisant ils en feront bien & valablement quittes & déchargés ;

Permettre au suppliant de prendre à partie le sieur Bachois , lieutenat - criminel , pour répondre aux conclusions qui seront prises contre lui par le suppliant ;

Et dès-à présent , condamner M. le maréchal de Richelieu en 200,000 livres de dommages & intérêts envers le suppliant , par forme de réparation civile , & en tous les dépens des procédures , cause principale , d'appel & demandes , sauf à lui à réitérer &

poursuivre sa plainte en faux principal suivant l'ordonnance & dans les formes légales , défenses réservées au contraire. Et vous ferez bien.

*Signé* , DE VEDEL-MONTEL.

Me MORISE , procureur.

## PIECES JUSTIFICATIVES.

**N**ous soussignés , consuls , prier & principaux habitans du lieu d'Aigue-vives en Languedoc , certifions que messire François de Vedel-Montel , chevalier de l'ordre royal & militaire de saint Louis , major du régiment Dauphin , infanterie , est né parmi nous ; que depuis son enfance il a mérité dans toutes les occasions notre plus parfaite estime , & qu'il ne nous est jamais parvenu que dans aucune circonstance de sa vie , soit ici , soit ailleurs , il s'y soit écarté de ses devoirs & de la plus exacte probité , en foi de quoi nous lui avons signé le présent certificat pour lui servir & valoir en ce que tout besoin sera. Fait à Aigue-vives le 11 novembre mil sept cent soixante - quatorze. *Signés* , Serane , prêtre & curé ; Menard , premier consul ; Granon , greffier ; Granon , Combe , Bonnet , Antoine Hebrard , Claude Rousson , Rigaud , Caurid , Mirabaud , Doumergue , J. Pournet , &c.

Nous , Louis Fajon , conseiller du roi , lieutenant-général-criminel en la sénéchaus-

— fée & siege présidial de Nîmes , certifions à tous qu'il appartiendra que les consuls , prieur & principaux habitans du lieu d'Aigue-vives , situé dans le ressort de ladite sénéchaussée , qui ont ci-dessus signé , sont tels qu'ils se qualifient ; en témoin de quoi avons signé ces présentes , & fait contre-signer par notre secretaire. A Nîmes , dans notre hôtel , le quatorzieme novembre mil sept cent soixante-quatorze.

Signé , Fajon.

Plus bas, par mondit sieur , signé, Auvelier.

*Certificat de messieurs les officiers , servans ou retirés , habitans la ville de Nîmes , où le sieur de Vedel a reçu son éducation , a passé le plus grand nombre de ses semestres.*

Nous soussignés , certifions que noble François de Vedel-Montel , chevalier de l'ordre royal & militaire de St Louis , major du régiment Dauphin , infanterie , est d'une probité exacte ; que pendant le tems qu'il a resté dans cette ville , sa conduite a mérité les éloges de tous ceux qui l'ont connu ; en foi de quoi nous avons signé la présente attestation. A Nîmes le quatorze novembre mil sept cent soixante-quatorze. Signés , le chevalier de Pierrelevée , lieutenant pour le roi ; la Fare-d'Alais , inspecteur des milices , garde-côte de la province du Languedoc ; le chevalier de la Fare , ci-devant premier capitaine au régiment de Normandie ; le comte de Digoines , chevalier de saint Louis ; de Possac , chevalier de saint Louis , ci-devant capitaine au régiment de Normandie ; le

chevalier de Langlades-Gevaudan , ancien major de Bouchain ; de Langlades-Charenton , chevalier de saint Louis ; Belot , ancien capitaine de grenadiers , chevalier de saint Louis ; de Massis ; Lapierre de Le GUIOLLE , capitaine au régiment d'Hainault ; de Ranguel , aide-major de la place ; la Houdes , aide-major ; Rouveier de la Brieres ; le chevalier de Catellan ; Joubert , chevalier de saint Louis ; Jonquet , chevalier de saint Louis ; Vincent d'Auberède , chevalier de saint Louis , chef de bataillon au régiment de Quercy ; Montredon de Castelnau ; de Lauzieres ; Themines , &c.

Nous lieutenant pour le roi , commandant , certifions que toutes les personnes qui ont signé le présent certificat , sont tous officiers servans ou retirés.

*Signé* , le chevalier de Pierrelevée.

*Certificat du corps de MM. les officiers du régiment Dauphin , infanterie.*

Nous officiers au régiment d'infanterie Dauphin , soussignés , certifions & attestons que M. de Vedel , qui a été major du régiment de l'Isle de France , réformé en 1762 , ensuite major du régiment de recrue de Metz , & après commandant de celui de Tours , d'où il a passé en 1764 à la majorité dudit régiment Dauphin , s'y est comporté en homme d'honneur & de probité , ce qui lui a mérité l'estime du corps ; & n'ayant reconnu en lui rien de contraire , nous lui avons donné le présent certificat qu'il nous a requis pour lui servir en ce que



de besoin pourra lui être , auquel nous avons fait apposer le cachet du régiment. A Rouen, le 27 août 1774. *Signés*, Léaulaud , lieutenant-colonel ; Maneville , Bonneau , Montgon , Saint-Poncy , Saint-Mary , Chelan , Willecot de Beaucorroy , Landrian , Montagny , Saint-Felix , Gellenoncourt , Faydeau , Preyssac , chevalier Chambeau , Lasseran , de Blau , d'Aucourt , Waubert , Saint-Silvestre , &c. &c.

Nous comte du Roure , maréchal des camps & armées du roi , ancien colonel du régiment Dauphin , infanterie , certifions que M. de Vedel , major dudit régiment , s'y est comporté pendant tout le temps que nous avons eu l'honneur de commander ce corps , avec la probité la plus exacte , & que nous n'avons jamais reconnu en lui que des sentimens d'honneur ; en foi de quoi nous lui avons donné le présent certificat , auquel nous avons fait apposer le cachet de nos armes pour lui valoir & servir ce que de besoin. Fait à Paris le vingt janvier mille sept cent soixante-quinze.

*Signé* , le comte du Roure.

Nous Montmorency , marquis de Morbec , maréchal des camps & armées du roi , ci-devant colonel du régiment de l'Isle de France , qui a été réformé , certifions que M. de Vedel , aujourd'hui major du régiment Dauphin , infanterie , a servi sous nos ordres dans le premier régiment avec la plus grande distinction , y ayant été élevé sous les yeux de son pere qui en étoit lieutenant-colonel. Nous ne lui avons jamais

reconnu que des sentimens d'honneur & de probité dignes de sa naissance. Nous attestons en outre que son mérite nous étoit assez connu lorsque nous avons quitté le régiment de l'Isle de France , pour avoir jetté les yeux sur lui de préférence pour le nommer à la place de major lorsqu'elle seroit vacante ; depuis il ne nous est point parvenu qu'il se soit écarté en aucune façon & dans aucune circonstance des sentimens distingués que nous lui avons connu ; en foi de quoi nous lui avons signé & expédié le présent certificat auquel nous avons apposé le cachet de nos armes , pour lui servir & valoir en ce que de raison. Fait à Paris ce dix-huit janvier mil sept cent soixante-quinze.

*Signé , Montmorency-Morbec.*

Nous marquis de Seigneley , brigadier des armées du roi , colonel du régiment de Champagne , & ci-devant de celui de l'Isle de France réformé , certifions que M. de Vedel , major du régiment Dauphin , infanterie , l'ayant été ci-devant de celui de l'Isle de France , a servi dans ce dernier régiment avec la plus grande distinction pendant l'espace de vingt-un ans , y ayant été élevé par un pere respectable qui n'a pu lui donner que des sentimens d'honneur & de probité. Il ne nous est jamais parvenu , soit pendant le tems qu'il a servi sous nos ordres , soit auparavant & depuis qu'il est placé major dans le régiment Dauphin , qu'il se soit écarté de la plus exacte probité ; nous assurons au contraire que nous n'avons reconnu en lui que des sentimens distingués ,

qui lui ont dans tous les tems mérité l'estime de ses supérieurs & celle de ses camarades.

En foi de quoi nous lui avons expédié & signé le présent pour lui servir & valoir en ce que de raison , & y avons apposé le cachet de nos armes.

A Paris ce six décembre mil sept cent soixante-quatorze.

Signé , le marquis de Seigneley.

Nous soussignés lieutenant-colonel du régiment de l'Isle de France , réformé , certifions que M. de Vedel , aujourd'hui major du régiment Dauphin , infanterie , est entré au service enfant dans ledit régiment de l'Isle de France , sous les yeux d'un respectable pere qui a été tué en Italie étant lieutenant-colonel , ainsi qu'un frere aîné audit sieur de Vedel , emporté d'un boulet , duquel boulet M. de Vedel fut renversé ; & que pendant l'espace de vingt-un ans sous nos yeux nous ne lui avons reconnu que des sentimens d'honneur & de probité dignes de sa naissance , qui lui ont mérité dans toutes les occasions l'estime & l'amitié de tout le corps de messieurs les officiers ses camarades ; que par son mérite particulier il a eu la préférence sur de plus anciens capitaines que lui pour être nommé à la majorité dudit régiment , qu'il a rempli avec la plus grande distinction ; nous ne pouvons qu'avec la plus grande surprise entendre parler de l'accusation intentée contre lui. En foi de quoi nous lui avons expédié ce présent certificat ,

pour lui servir & valoir ce que de raison ,  
& y avons apposé le cachet de nos armes.

Fait à Nancy le dix décembre mil sept cent  
soixante-quatorze.

*Signé* , le chevalier de Montagnac.

Me MORISE , Procureur.

# MÉMOIRE

P O U R

Le Sjeur RUBI , l'aîné , Mar-  
chand Mercier , premier  
Tailleur du Roi ;

C O N T R E

M. le Maréchal , DUC DE  
RICHELIEU , Pair de France.

---

1775.

pour lui servir & valoir ce que de raison ;  
& y avons apposé le cachet de nos armes.

Fait à Nancy le dix décembre mil sept cent  
soixante-quatorze.

*Signé* , le chevalier de Montagnac.

Me MORISE , Procureur.

# MÉMOIRE

P O U R

Le Sieur RUBI , l'aîné , Mar-  
chand Mercier , premier  
Tailleur du Roi ;

C O N T R E

M. le Maréchal , DUC DE  
RICHELIEU , Pair de France.

---

1 7 7 5.

SECTION

1914

THE NATIONAL BUREAU OF  
STATISTICS  
WASHINGTON, D. C.

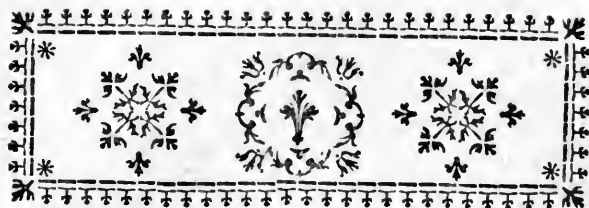
COMMITTEE

ON THE  
MORALITY OF  
MARRIAGE

REPORT

1914





# MÉMOIRE

P O U R

Le Sieur RUBI , l'aîné , Mar-  
chand Mercier , premier  
Tailleur du Roi ;

C O N T R E

M. le Maréchal , DUC DE  
RICHELIEU , Pair de France.

**D**E toutes les singularités qui distinguent le grand procès de madame de Saint-Vincent & de M. le maréchal de Richelieu , la plus étonnante , sans contredit , la plus inconcevable , la plus bisarre en tout sens , c'est le rôle qu'on m'a forcé d'y jouer.

Les gens-d'affaires de M. le maréchal de Richelieu m'ont désigné à la justice comme un des auteurs ou des fauteurs d'une trame criminelle , dont je ne serois que la première victime , si elle étoit constatée. Des billets argués de faux leur ont servi de pré-

2202

1871

Received of the

of the

of the

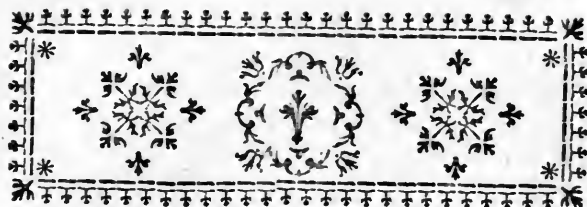
COMTEE

of the

of the

of the

1871



# MÉMOIRE

P O U R

Le Sieur RUBI , l'aîné , Mar-  
chand Mercier , premier  
Tailleur du Roi ;

C O N T R E

M. le Maréchal , DUC DE  
RICHELIEU , Pair de France.

**D**E toutes les singularités qui distinguent le grand procès de madame de Saint-Vincent & de M. le maréchal de Richelieu , la plus étonnante , sans contredit , la plus inconcevable , la plus bizarre en tout sens , c'est le rôle qu'on m'a forcé d'y jouer.

Les gens-d'affaires de M. le maréchal de Richelieu m'ont désigné à la justice comme un des auteurs ou des fauteurs d'une trame criminelle , dont je ne serois que la première victime , si elle étoit constatée. Des billets argués de faux leur ont servi de pré-

texte ; mais parce qu'on suspectoit la main dont ces billets funestes étoient sortis, étoit-ce donc une raison pour accabler , pour flétrir d'une chaîne odieuse la main que la bonne foi avoit ouverte pour les recevoir ?

Et cependant , comme si ce n'étoit pas assez de m'avoir forcé de répondre devant les magistrats à des questions qui sont toujours des outrages pour l'innocence , comme si ce n'étoit pas assez de m'avoir fait précipiter sans raison dans le séjour du crime , les agens de M. le maréchal de Richelieu ont ajouté à toutes ces horreurs la diffamation la plus cruelle.

Il se sont bornés d'abord à me traiter de *brocanteur* & d'*agioteur* ; mais peu contents d'avoir enséveli ces qualifications injurieuses dans un *factum* volumineux , où ils ont craint apparemment que le public ne pût les déterrer , ils viennent de les reproduire sous une forme plus portative. Le petit mémoire contre la femme Leroy & l'abbé de Villeneuve , &c. m'inculpe nettement d'*usure* , de *mauvaise foi* , de *réticences suspectes* , &c.

Il faut donc parler , puisque les agens de M. le maréchal de Richelieu me font un crime de mon silence. Il faut justifier la conduite du négociant honnête qu'ils oppriment & qu'ils accusent. Je ne tournerai point contr'eux les armes dont ils ont abusé contre moi. Le plus simple récit des faits suffit à mon apologie , & l'équité des magistrats me répond de ma vengeance.

Je l'avouerai sans honte & sans peine ; mon nom & mon état n'ont pas l'avantage de fixer l'attention publique comme ceux  
des

des acteurs illustres qui jouent les premiers rôles dans cette affaire ; mais cet état du moins est utile ; ce nom est pur. Les mémoires de M. le maréchal de Richelieu me traitent d'*obscur frippier*. Obscur & frippier soit ; mais que j'aurois à me glorifier de l'obscurité vertueuse d'un commerce tranquille , si ces humbles ténèbres avoient pu me dérober aux persécutions éclatantes d'un grand Seigneur !

Il me représente encore comme un de ces spéculateurs mal-honnêtes , *toujours prêts à hasarder l'acquisition de titres suspects*. Il est cependant très-vrai que la négociation des billets de madame de Saint-Vincent est la seule que j'aie faite , que je ne m'y suis déterminé qu'avec une sorte de répugnance , & qu'il a fallu , pour m'y résoudre , un enchaînement de circonstances dont je vais rendre compte.

Une suite d'affaires où j'avois été entraîné par mon penchant à obliger , m'avoit procuré la totalité des effets & des tableaux qui garnissoient le superbe hôtel de M. le comte de \*\*\*. Les effets consistoient en un lit brodé , en des marbres précieux , des lustres , des girandoles , des fauteuils ; en un mot , c'étoit de ces meubles recherchés , que le goût & l'industrie varient sans cesse , & qu'ils ont portés à un si haut degré de perfection. Ne connoissant point le prix réel de ces objets étrangers à mon commerce ordinaire , je les avois fait estimer ; & le marchand que j'avois prié de les apprécier , en avoit fixé la valeur à plus de quarante mille francs. Les tableaux for-

moient un objet séparé de dix-huit à vingt mille livres.

Après quelques tentatives inutiles pour me défaire de ce mobilier considérable , je résolus de le faire vendre par un officier public. J'avertis , en conséquence , un huissier-priseur au mois de mars 1774. Les circonstances n'étoient pas favorables pour une vente de cette nature. Cet huissier m'en prévint. Il me représenta que la plupart de ces objets n'avoient qu'une valeur de fantaisie , & qu'en choisissant mal son tems , on pourroit ne pas trouver vingt quatre mille francs de ce qui devoit naturellement en rapporter quarante. Il me promit de me mettre à portée de saisir le moment qu'il croiroit décisif , si je voulois différer.

Cette promesse étoit aussi honnête que son avis étoit sage. J'eus le malheur de m'y rendre , & par une fatalité bien singulière , ce trait de prudence creusoit sous mes pas un précipice bien plus affreux , que la foible perte que je m'applaudissois d'éviter.

Le 4 mai suivant , un homme que je connoissois à peine de vue , vint me proposer d'acheter des marchandises. Je refusai d'abord de les aller voir. Forcé par ses instances , je me rendis avec lui chez le sieur Rolland. Au lieu d'acheter les meubles qu'on me fit examiner , je parlai de ceux que j'avois à vendre. Je témoignai la plus grande envie de pouvoir m'en défaire , & je laissai entrevoir les facilités que je pouvois donner aux acheteurs , pour m'en débarrasser moi-même plus facilement.

Ce fut à ce propos que le sieur Rolland , dont je ne savois pas même le nom alors ,

m'observa que ces meubles pourroient convenir à une dame de qualité de sa connoissance , retirée dans un couvent , & que si je parvenois à m'arranger avec elle , elle me donneroit en paiement un effet très-considérable. Il ajouta qu'il faudroit joindre quelque argent comptant à ces meubles. La conversation qui avoit été jusque-là traitée avec une sorte d'indifférence , devint plus sérieuse : je demandai des détails sur l'effet dont il étoit question. On m'apprit que le billet étoit de M. le maréchal de Richelieu.

Ce nom sans doute étoit fait pour inspirer de la confiance , & quoiqu'on m'ait puni cruellement d'en avoir eu cette idée , je ne saurois dissimuler que ce nom seul me décida. Le sieur Rolland promit de me rendre réponse.

En effet , dès le lendemain , je vis arriver chez moi les sieurs Vedel de Montel & Benavent , que je n'avois jamais vus. Ils venoient de la part de cette dame , dont le sieur Rolland m'avoit entretenu la veille. Je leur fis voir les meubles , & l'estimation , qu'ils parurent jaloux de faire recommencer par deux huissiers-priseurs & un négociant. J'y consentis , j'eus même la délicatesse de ne choisir personne , pour assister de ma part à cette nouvelle appréciation.

J'ignore quel en fut le résultat ; mais nous ne fûmes point d'accord des conditions. Ces messieurs se retirèrent.

Qu'on ne m'accuse pas de surcharger mon récit de circonstances minutieuses ! Tous ces détails tiennent à ma justification. Ils prouvent que bien loin d'avoir apporté à

cette négociation l'avidité d'un entremetteur intéressé , ou l'empressement d'un usurier perfide , tel qu'on n'a pas craint de me représenter ; bien loin de courir au-devant de ces billets fatals , je les ai , au contraire , attendus avec la plus grande indifférence.

Le soir du même jour , les sieurs de Vedel & Benavent revinrent. Ils me proposèrent une diminution , qui devoit , selon eux , déterminer enfin la dame , au nom de laquelle ils agissoient , à prendre mes meubles. A la vérité , cette dame n'avoit pas besoin de tout ce mobilier ; mais elle garderoit les objets qui seroient à sa convenance , & se déferoit du reste.

Aux instances qu'ils me firent pour m'engager à baisser le prix de mes effets , j'objectai la longue échéance du billet de M. le maréchal. Ce billet avoit trois ans à courir. Qui prévoyoit ce qui pouvoit arriver dans cet espace de tems ? Qui me répondoit qu'aucun événement imprévu ne viendrait apporter du retard à la liquidation des engagements pris par M. le maréchal ?

Nous nous séparâmes sans avoir rien conclu ; mais avec promesse de nous revoir le lendemain. J'ai sçu depuis que les sieurs de Vedel & Benavent avoient pris ce délai pour consulter Madame de Saint-Vincent.

Ils avoient exigé que je substituâsse certains effets à d'autres. Je me prêtai à leurs desirs. Ils firent sur ces changemens même des difficultés qui ne pouvoient qu'augmenter ma confiance. Enfin , après quelques allées & venues du même genre : après des consultations tenues entre les sieurs de Vedel , Benavent , & les huissiers-priseurs , nous nous rappro-



châmes. Quoique les choses n'eussent été portées qu'à leur prix dans l'estimation , je consentis à perdre. Je m'estimois trop heureux de saisir cette occasion , qui me procuroit un triple avantage. Premièrement , je me défaisois d'une partie de ces effets. En second lieu , je pouvois disposer par ce moyen du local qu'ils occupoient , ou pour mieux dire , qu'ils déroboient à mes marchandises. Enfin , je me disois à moi-même qu'un magasin de meubles étoit déplacé dans la maison d'un négociant uniquement occupé du commerce des étoffes , de la broderie , des galons , &c.

Ce fut sur les trois heures après-midi , qu'on m'apporta le billet de 25,000 livres , conçu en ces termes :

*Je payerai au porteur , dans trois ans , la somme de 25,000 livres valeur reçue comptant de M.*

*A Paris , le 15 Mars*

1774. LE MARÉCHAL DUC DE RICHELIEU.

*Bon pour 25,000 liv.*

Je fis sentir aux sieurs de Vedel & Benavent que , sans me défier de leur honnêteté , sans élever même un soupçon sur les apparences de leur délicatesse , je ne pouvois guere me charger d'un effet de cette sorte , sans une reconnoissance préalable de la signature. Rien n'étoit plus naturel. Ils me proposèrent sur le champ d'aller prendre ce renseignement nécessaire chez le notaire de M. le maréchal.

Nous montons en conséquence dans la voiture qui les avoit amenés chez moi , & nous trouvons Me Dumoulin sur le pas de sa porte. Je lui présente le billet moi-même , en le

priant de m'en dire si c'est bien là la signature de M. le maréchal. Me Dumoulin l'examine avec attention & me répond affirmativement. Ce fait incontestable a pourtant été dénaturé. Lors de sa confrontation avec moi , Me Dumoulin a prétendu que sa mémoire ne lui rappelloit pas qu'il m'eût vu chez lui dans le dessein de constater la signature de M. de Richelieu. J'ai taché de suppléer à la débilité de cette mémoire chancelante , en retraçant toutes les circonstances de notre entrevue dont le concours & la précision pouvoit en réveiller au moins une réminiscence confuse. J'ai donc prié Me Dumoulin de se rappeler que je l'ai trouvé sur sa porte , après-midi , en robe-de-chambre.

Me Dumoulin m'a répondu qu'il n'étoit jamais chez lui après-midi , jamais en robe-de-chambre , jamais sur sa porte. J'aurois pu répondre à Me Dumoulin ; *c'est votre léthargie*. Mais je l'ai prié seulement d'expliquer par quel prodige inconcevable le hasard m'avoit fait rencontrer l'exception unique de cette règle générale qu'il s'est faite de n'être jamais chez lui après-midi , jamais en robe-de-chambre , jamais sur sa porte. On ne devineroit pas la solution de ce problème. Me Dumoulin a trouvé qu'il n'y avoit rien de si simple ; qu'il étoit possible que j'eusse pris pour lui , conseiller du roi , notaire , son maître-clerc qui est juste de sa taille & de sa grosseur , & que , grace à cette heureuse identité de proportion & de dimension entre lui & son maître-clerc , il arrivoit souvent que ce dernier lui épargnoit la peine de descendre , en se donnant pour lui.

- Je ne me livrerai point au commentaire qu'un texte pareil pourroit me fournir. Je ne chicanerai point sur la parfaite ressemblance de cette copie , que tout le monde confond ainsi avec l'original. Je m'abstiendrai même de remarquer la petite contradiction du récit de me Dumoulin , auquel son maître-clerc , menechme officieux , épargne la peine de descendre , lorsqu'il n'est pas chez lui. J'aime mieux croire que me Dumoulin a reçu du ciel cette faculté précieuse qu'un théologien célèbre appelloit le *don d'oubliance*.

- Quoi qu'il en soit , j'étois jaloux de n'omettre aucune des précautions que la prudence & des procédés que l'honnêteté pouvoit exiger de moi. Je ne voulois pas qu'à l'échéance de ces billets , M. le maréchal pût m'accuser de les avoir acquis par des voies suspectes. Je proposai donc à mes deux conducteurs , en sortant de chez le notaire , de me laisser le billet vingt-quatre heures , afin de prévenir M. le maréchal. Loin de paroître embarrassés de cette proposition , loin de marquer aucune répugnance , ils me confièrent le billet , en me recommandant de parler à M. le maréchal de Richelieu lui-même , dont l'intention étoit que personne ne fût instruit de ses engagemens envers sa parente.

- On ne peut prévoir ce qui fût arrivé , s'il m'eût été possible de parvenir jusqu'à M. le maréchal. Les billets dont il s'agit au procès , sont ou des titres réels , ou des pieces fabriquées. Dans le premier cas , ma confiance ne pouvoit que plaire à M. le maréchal de Richelieu. S'il avoit des raisons pour in-

terdire la négociation de ces billets à madame de Saint-Vincent, il auroit su tout de suite l'abus que sa cousine faisoit de sa confiance. S'il se bornoit seulement à exiger que cette négociation restât mystérieuse, le moindre mot qu'il m'eût dit auroit été un ordre sacré pour moi. Dans l'autre alternative, M. le maréchal sachant parfaitement qu'il n'avoit pas signé de billets de cette espèce, auroit eu sur le champ la révélation de cette fraude dont ses gens d'affaires ont été tant de tems depuis à faire la découverte.

Mais à quoi bon se perdre dans ces conjectures que l'événement a rendues trop inutiles ? Le sort de la vérité est de se présenter éternellement à la porte des grands, & d'y être éternellement consignée. Ces illustres captifs, renfermés dans les prisons brillantes qu'ils nomment leurs palais, y semblent privés de toute communication avec les humains ; ou si l'on veut, ces divinités cachées dans l'intérieur de leurs temples, placent à l'entrée de leurs sanctuaires des gardes inflexibles, qui veillent sans cesse pour en écarter les profanes.

J'ignore si j'étois par hasard plus profane qu'un autre, ou s'il y avoit pour moi une exclusion formelle ; mais plusieurs démarches réitérées de ma part auprès des gens de l'hôtel de Richelieu, ne purent me conduire jusqu'au maître. Je ne perdis pas courage. Je crus laisser la patience du suisse par mon opiniâtreté. Mais *sa porte étoit close*. J'eus recours aux petits subterfuges dont on est forcé de se servir en pareil cas pour donner le change à la vigilance indocile de ces argus. Je sollicitai l'avantage de pouvoir par,

ier du moins à un domestique de l'hôtel , compatriote & connoissance d'un de mes commis. Cet heureux artifice me fit accorder la permission de pénétrer jusques dans une premiere anti-chambre , d'où je parvins , à force de patience , de protection & d'adresse , dans une seconde. J'y trouvai quatre valets-de-chambre de M. le maréchal. Un d'entr'eux voulut bien se détacher , pour aller dire à son maître que je demandois la faveur de pouvoir lui dire deux mots , sur une affaire très-intéressante.

Il le faut avouer. En me voyant si près de mon but , je m'applaudissois de ma confiance ; je m'en félicitai bien plus encore , lorsque le porteur de ma supplique respectueuse revint , au bout d'un demi quart-d'heure , me dire que M. le maréchal alloit sortir , qu'il passeroit dans la salle où j'étois , & que je saisissois cette occasion de lui parler. Mais je fis naufrage au port.

A peine avois-je eu le tems de me préparer à ce que je devois avoir l'honneur de lui dire , que le bruit d'une voiture se fit entendre. Je courus précipitamment , & je n'eus que le tems d'arriver sur le grand escalier assez à tems pour voir sortir de l'hôtel M. le maréchal qui avoit passé par un escalier dérobé.

Jé n'avance rien ici , ni dans tout le cours de ce mémoire , qui ne soit la plus exacte vérité. D'après ces faits , il paroîtra sans doute étonnant qu'on ait négligé , dans l'instruction , d'entendre sur ce point les valets-de-chambre de M. de Richelieu. Il paroîtra bien plus singulier encore que les agens de M. le maréchal de Richelieu , en

avouant que j'ai eu la bonne-foi de vouloir parler des billets à M. le maréchal lui-même , aient eu le front de me demander *pourquoi j'ai conclu sans cela* (1).

Pourquoi ne l'ai-je pas vu ? parce qu'il n'a pas dépendu de moi de faire cesser son invincibilité ; parce que tout concouroit à me consoler d'avoir échoué dans cette entreprise ; parce que tout se réunissoit pour me dispenser de cette précaution surabondante , relativement à l'authenticité de la signature.

J'avois été le matin même chez Me Chabans , avocat aux conseils. Il avoit reconnu du premier coup-d'œil le caractère de l'écriture de M. le maréchal. Il avoit même comparé la signature du billet à une autre signature qu'il avoit chez lui. Nous n'y avions trouvé aucune différence. Il nous avoit paru seulement qu'un des jambages de la lettre initiale M , n'étoit pas exactement conforme dans les deux signatures. Mais cette légère variation pouvoit provenir de tant de causes à l'âge de M. le maréchal , elle s'expliquoit si naturellement , j'étois si loin du soupçon , que l'idée du faux ne me vint pas même dans l'esprit.

Je l'ai déjà dit. Tout contribuoit à éloigner cette idée. Me Huchrard , procureur de M. le maréchal , tint le même langage que son notaire & son avocat aux conseils. Il me donna plus de confiance encore , en m'ajoutant que je n'avois rien à craindre du côté de la fidélité de M. le maréchal de Richelieu à remplir ses engagemens. Le jour

---

(1) Voyez le petit mémoire contre la femme Leroy.

que Me Huchrard me parloit ainſi , il devoit voir M. le maréchal à onze heures , & e ne lui avois point demandé le ſecret.

J'obſerverai , en paſſant , que ni Me Chabans , ni Me Huchrard n'ont été entendus , quoique leurs dépoſitions dûſſent répandre le plus grand jour ſur cette affaire.

Qu'on joigne d'ailleurs à leurs témoignages non ſuſpects , ce que j'appriſ , dans l'intervalle , des liens qui uniſſoient M. le maréchal de Richelieu à madame la préſidente de Saint-Vincent ; des autres billets au porteur qu'il lui avoit faits juſqu'à la concurrence de 100,000 écus , & du tranſport d'une partie de cette créance au ſieur Prévillè , caiffier des poudres , dont la circonſpection & la délicateſſe m'étoient connues ! Qu'on joigne à tant de motifs de crédibilité , la candeur qui reſpiroit dans les diſcours des ſieurs de Montel & Benavent , la franchise avec laquelle ils répondoient à toutes mes queſtions , l'impoſſibilité où j'étois de ſuſpecter des billets , qu'ils avoient eu la confiance de laiſſer deux jours dans mes mains , en me recommandant de les montrer à M. de Richelieu même ! Qu'on y joigne toutes les vraifemblances qui ſ'accumuloient alors pour me perſuader qu'il étoit très-naturel qu'un maréchal de France , riche , généreux , obligeant , magnifique comme monſieur de Richelieu , pût devoir 100,000 écus ! Qu'on y joigne le raisonnement très-ſimple qu'il n'étoit pas moins dans la nature des choſes qu'il dût cette ſomme à une dame de qualité , à une parente , que je ſavois auſſi illuſtre & qu'on me peignoit auſſi ſolvable que lui ! Que l'on

pese , en un mot , toutes ces circonstances , & que l'on décide s'il m'étoit possible de concevoir même alors un doute raisonnable sur la validité de la négociation que j'étois prêt à conclure.

Je la conclus , en effet , & j'étois si convaincu de la bonne-foi de Madame de Saint-Vincent , qu'au bout de quelques jours ayant entendu dire à un banquier de mes amis , qu'on lui avoit proposé un billet de quarante mille livres de la part de cette dame , je demandai au sieur Benavent si elle en avoit encore d'autres.

Madame de Saint-Vincent vouloit se meubler ; il me restoit beaucoup de meubles superbes , dont je lui remis l'état quelques jours après.

Madame de Saint-Vincent demandoit 12,000 liv. d'argent comptant. J'offris d'en donner la moitié , & comme j'observai au sieur Benavent que le moment ne seroit pas favorable pour se défaire des meubles qui ne conviendroient pas à cette dame , j'offris d'y joindre pour huit mille francs d'étoffes au prix qu'elles se vendoient dans les fabriques. La vente de ce dernier article ne devoit presque point souffrir de déchet.

Alors , je reçus de nouvelles visites du marchand & de l'hussier-priseur , & l'on m'apporta deux nouveaux billets. Il étoient conçus en ces termes :

1.

*Je payerai au porteur dans trois ans la somme de 35,000 livres , valeur reçue comptant de M.*

*à Paris ce 4 avril 1774 ,*

*signé LE MARÉCHAL DUC DE RICHELIEU.*

*Bon pour 35,000 liv.*

2.



*Je payerai au porteur dans trente-trois mois  
la somme de 20,000 liv. valeur reçue comptant  
de M.*

*à Paris ce 8 Mai 1774 ,*

*signé LE MARÉCHAL DUC DE RICHELIEU.*

*Bon pour 20,000 liv.*

Les trois billets dont je devenois porteur se montoient à quatre-vingt mille livres. Je vais prouver que j'en ai fourni plus que la valeur. Je dois ce détail , non pas à M. le maréchal de Richelieu , mais au public que ses mémoires ont trompé sur ce point , & à mes juges auprès desquels il me noircit de l'accusation d'usure.

M. le maréchal de Richelieu soutient que madame de Saint-Vincent n'a reçu de moi que 27,952 liv. 18 f. savoir 12,000 liv. en argent comptant & le reste sur le produit de la vente des effets que j'ai cédés à madame de Saint-Vincent. Il faut convenir qu'il y a une disproportion énorme entre 27,952 liv. 18 f. & quatre-vingt mille francs ; mais cette disproportion apparente est fondée sur les erreurs & les infidélités les plus palpables.

Les agens de M. le maréchal de Richelieu n'accusent , comme je viens de le dire , que 27,952 liv. 18 f. Mais il convient d'ajouter à cette première somme la valeur de différens effets fournis , qui n'ont pas été vendus , & qui sont encore chez le marchand. Leur valeur est de 4500 liv. J'ai fourni , en outre , plusieurs effets qui n'ont été ni exposés en vente , ni portés sur la facture. Leur valeur est de 654 liv. Enfin , j'ai fourni encore un

billet de 600 liv. pour indemnité des erreurs qui s'étoient glissées dans mes factures. Les agens de M. le maréchal de Richelieu ont été à même d'être instruits de tous ces faits , soit par les états & les autres écrits trouvés dans les papiers de madame de Saint-Vincent , soit par les dépositions du marchand & de l'huissier. Ils ont donc avancé sciemment un fait de la dernière fausseté , ils en ont donc imposé aux magistrats & au public , quand ils ont articulé que je n'avois pas fourni le tiers de la valeur des billets.

Mais je puis rendre cette imposture plus sensible par un relevé succinct de ce que j'ai payé à madame de Saint-Vincent.

1°. Madame de Saint-Vincent a reçu de moi , lors de la première négociation , en tableaux , bronzes , marbres , lustres , girandoles , lits dorés , fauteuils , feux , bras de cheminées , porcelaines , pendules , la valeur de 25,000 liv.

ci . . . . . 25,000 liv.

2°. Lors de la seconde négociation , madame de St-Vincent a reçu en effets précieux , en étoffes , &c. la valeur de 46,108 l. ci , 46,108 liv.

Ces deux articles sont prouvés par mes factures.

3°. On a omis de comprendre dans ces factures des effets pour 654 l.

ci . . . . . 654 liv.

4°. J'ai fourni en espèces , 1°. un sac de 1200 liv. 2°. un de 1800

---

71,762 liv.

*De l'autre part. . . 71,762 liv.*

liv. 3<sup>o</sup>. un de 3000 liv.

lors de la premiere négociation, & après la 2<sup>de</sup>,

d'abord un sac de 1200 l.

&-ensuite un autre de

4800 liv. Le total de ces

sommes réunies forme la

somme de 12,000 liv. ci, 12,000 liv.

5<sup>o</sup>. J'ai fourni une pen-

dule à secondes, qui n'a

pas été portée dans l'état

de vente, de 400 l. ci,

400 liv.

6<sup>o</sup>. Il faudroit joindre

à ces sommes la valeur

d'à-peu-près 200 aunes

d'étoffes qui manquent.

Ma facture indique que

j'en ai fourni 816. L'huif-

sier-priseur dit n'en avoir

vendu que 600. Il est clair,

par ce que je dirai dans

la suite, que les 200 au-

nes non vendues étoient

des étoffes les plus che-

res, ci . . . . .

7<sup>o</sup>. Toutes ces som-

mes réunies font ensem-

ble plus de 84,162 l. dont

les intérêts pour la pre-

miere année, à six pour

cent, suivant le produit

ordinaire des fonds pla-

cés dans le commerce, se

montent à 5,049 l. 14 s.

ci . . . . . 5,049 liv. 14 s.

*De l'autre part.* . . . 89,211 liv. 14 f.

8°. Les intérêts de la  
seconde année, ci . . . . 5,049 liv. 14 f.

9°. Je ne porte les in-  
térêts de la troisième an-  
née qu'à 9 mois , à rai-  
son de l'échéance plus  
ou moins éloignée des  
billets , ci . . . . . 4,255 liv. 4 f.

10°. J'observe que je  
pourrois sans exaction &  
sans usure , ajouter à ces  
sommes le bénéfice de dix  
pour cent au moins, que  
tout négociant est censé  
devoir faire sur une ven-  
te , pour subvenir aux  
impositions , aux dépen-  
ses de sa maison , aux  
gages de ses commis , &  
aux autres frais de son  
état. C'est encore un ar-  
ticle que je laisse en  
blanc , ci . . . . .

---

Total général de ce  
que j'ai fourni à madame  
de Saint-Vincent . . . . 98,615 liv. 12 f.

Madame de Saint-Vin-  
cent ne m'a donné que . 80,000 liv.

J'ai donc perdu réel-  
lement à cette négocia-  
tion , dont l'envie de me  
désfaire d'objets qui me  
gênoient & d'acquérir  
des billets que je croyois  
solides. . . . . 18,819 liv. 12 f.

Ce tableau raccourci suffit sans doute pour me disculper de l'accusation d'usure , que les agens de M. le maréchal de Richelieu renouvellent à chaque page de ses mémoires , pour m'avilir & pour me rendre odieux. C'est une ressource excellente que cette inculpation , quand on n'a pas de torts réels à opposer à un négociant honnête. On le représente tout-à-coup comme une de ces sangsues dont l'avare pitié vend aux malheureux des secours plus funestes que l'indigence même. On le transforme en un de ces vampires insatiables , qui sucent par degrés la substance du citoyen auquel ils s'attachent : on le peint , en un mot , comme un de ces monstres ténébreux , qui tendent aux passans une main secourable en apparence & qui les assassinent en effet , qui calculent la ruine méthodique de leurs freres , qui thésaurisent la misère & les larmes de leurs semblables , & qui , par des exactions adroitement ménagées , procurent à un métal stérile une fécondité désavouée par la nature & par les loix. Cette métamorphose injurieuse a des suites funestes. On crie à l'usure , mille échos répètent ce cri calomnieux ; le public est de feu pour adopter cette horrible chimere ; & le fantôme qui l'a séduit trompe quelquefois jusqu'à l'œil même du magistrat. C'est ce qui est arrivé dans ma cause.

Les gens d'affaires de M. le maréchal de Richelieu n'ont pas négligé ce petit artifice. Il faut voir comme ils posent en principe , comme ils affirment que j'ai évidemment acheté les billets à un prix usuraire , & que ce délit seul auroit pu attirer contre moi la vigilance du ministère public ! comme ils ar-

guissent contre moi du vil prix auquel les effets cédés en paiement ont été vendus , malgré les avis & la répugnance de l'honnête huissier , qui gémissoit de se voir forcer la main pour sacrifier ainsi ces marchandises ? Mais c'est , au contraire , cet argument que je dois invoquer , & qui prouve en ma faveur. Un léger détail va le démontrer.

Ce détail tient au récit des faits dont je rends compte ; & quelques extraordinaires qu'ils paroissent , il n'en est aucun dont je ne sois en état d'administrer la preuve. J'avois observé au sieur Benavent que Madame de Saint-Vincent auroit grand tort de vouloir se défaire soudain de ceux de ses meubles qu'elle n'auroit pas résolu de conserver. De ces effets , les uns ne pouvoient trouver leur prix que dans le caprice ou l'opulence d'un petit nombre d'acheteurs , qui ne paroistroient pas à point nommé pour en faire emplette. Les autres ne pouvoient pas attendre plus de faveur , dans un moment où les affaires avoient beaucoup perdu de leur activité. La circonstance du deuil ; sa durée qui devoit être très-longue , tout conspiroit alors à suspendre le commerce. Le marchand & l'huissier-priseur avoient insisté sur cette observation importante.

Le sieur Benavent , frappé de la justesse de ces réflexions , s'y rendit , en disant qu'il imaginait un expédient pour tout concilier. Madame de Saint-Vincent feroit transporter dans l'appartement qu'elle alloit occuper , les meubles qui seroient de son goût. Le reste se conserveroit dans une salle des grands Augustins , en attendant le moment favorable , & l'on ne procéderoit , dans le moment actuel , qu'à la vente des étoffes , dont la

valeur étant moins idéale & moins assujettie aux modes ou aux circonstances , permettoit de risquer la vente , sans apparence d'une perte au moins considérable.

Ce parti eût été fort sage ; mais à peine les effets furent-ils sortis de mes mains , qu'on s'écarta d'un plan si bien tracé. J'appris avec assez d'étonnement que l'on vendoit , ou pour mieux dire , qu'on donnoit pour rien les effets les plus précieux. On n'a pas d'idée de l'incroyable déprédation de cette vente , & je ne saurois me dispenser d'en indiquer quelques articles.

Un tableau acheté dans l'origine 1500 liv. par madame de \*\*\* , & que j'avois eu par estimation à cinquante louis , m'avoit encore coûté depuis 120 liv. pour le faire remettre sur toile. Ce tableau a été donné pour 24 livres.

Un petit modele de vaisseau , garni de tous ses agrêts , & travaillé avec le plus grand soin , avoit coûté 600 liv. à l'Orient , sans compter 96 l. de commission à la personne qui l'avoit acheté , & 50 liv. de frais de transport. Cet ouvrage rare & fini a été adjugé pour 48 liv.

Une Vénus au bain , figure de marbre de vingt-huit pouces de hauteur , par un des bons maîtres , avoit coûté quarante louis. On l'a donnée pour sept.

Les peintures sacrées n'ont pas été mieux traitées que les sculptures profanes. Une figure de Judith , tableau superbe , qui avoit été payé 1200 l. & dont le cadre seul en valoit 250 , a été livrée à cette vente pour 120 liv. 1 f.

On pourroit extraire des procès-verbaux

de l'huissier-priseur une foule d'autres articles aussi révoltans. J'ai placé d'ailleurs à la fin de ce mémoire un détail plus circonstancié , auquel je prie le lecteur , ami de la vérité , de vouloir bien recourir (1).

Mais je demande maintenant à ce lecteur juste & impartial quelle foi l'on doit ajouter aux agens de M. le maréchal de Richelieu , lorsqu'ils avancent que je n'ai donné des effets que pour 15,952 liv. 16 sols , parce que les deux ventes n'ont produit que cette somme (2) ? lorsqu'ils en concluent que j'ai leurré madame de Saint-Vincent par des négociations usuraires ; lorsqu'ils ont ainsi l'audace de m'accuser du vol le plus infame & le plus odieux , sans qualité pour me le reprocher , sans preuve pour m'en convaincre : que dis-je ? lorsque la preuve même sur laquelle ils croient fonder la certitude de mon prétendu crime , est , au contraire , la base inébranlable où repose mon innocence.

Mais vaincus sur cet article , ils se rejettent sur ma prétendue mauvaise foi. A cet égard cependant ils ne sont gueres plus heureux en preuves. Les précautions que je prenois pour m'assurer de la vérité des billets ,

(1) Les marchands qui ont profité de cette occasion singulière , ne méritent cependant aucun blâme. Nous étions dans un tems où personne ne songeoit à acheter. D'ailleurs la plupart de ces objets , comme je l'ai dit , n'avoient qu'une valeur de fantaisie. Le changement des modes pouvoit diminuer le prix des autres. Le tems , les accidens , le mauvais air pouvoient détériorer les dorures , &c. On ne donnoit point de crédit , &c.

(2) Mémoire contre madame de Saint-Vincent.



leur paroissent une démonstration évidente que j'étois instruit de leur fausseté. Assurément cette maniere de raisonner , & cette facilité de démontrer les contraires par les contraires , ne sont pas communes.

M. le maréchal de Richelieu met au nombre de ces précautions excessives , qui trahissent ma turpitude , les visites que Me Guinot , avocat , a bien voulu faire au sieur Marion , intendant de M. de Richelieu , qui fait à cette occasion un panégyrique distingué de la prudence , de la politique & des sublimes travaux de cet intendant. Ce dernier , en effet , joue un rôle considérable dans cette affaire. On va bientôt s'en convaincre.

On fait dire à M. le maréchal de Richelieu que Me Guinot vint questionner le sieur Marion , avec un mystere propre à inspirer de la méfiance. On n'ose pas , à la vérité , nier nettement que le sieur Marion ait reconnu alors les signatures: on dit seulement, *qu'il n'est pas exact de prétendre qu'il les ait reconnues.* On ajoute qu'il se contenta de répondre *des choses vagues* , & la raison en est singuliere : *il se conduisit ainsi , parce qu'il avoit intérêt de ne point se laisser pénétrer , dans un moment où il travailloit à découvrir les négociations & la main dont elles partoient.*

On ne sauroit trop admirer cette pénétration profonde de l'impénétrable intendant. En effet , *dans un moment où il travailloit à découvrir les négociations*, on vient lui en révéler le secret ; on vient placer dans ses mains la mèche qui doit servir à éventer la mine profonde & ténébreuse qu'il cher-

che & qu'il soupçonne ; un homme qui a autant d'intérêt que M. le maréchal à ce que les billets ne soient pas faux , vient lui demander s'ils sont vrais : on vient lui faire des questions , dont chacune est un trait de lumière ; & le sieur Marion *se contente de répondre des choses vagues ! & il a intérêt de ne point se laisser pénétrer !*

Dans le récit même du mémoire de M. de Richelieu , on voit que la prétendue politique du sieur Marion est très-louche , & son impénétrabilité très-équivoque. Que fera-ce , si l'on rétablit les faits , & si l'on se pique d'être *exact* ?

Ce qui est de certain , c'est que le sieur Marion eut l'air d'être très-étonné de ce que Me Guinot lui apprenoit. Il reconnut sur le champ la signature des billets. Il n'en avoit point de connoissance ; mais il lui paroissoit vraisemblable que M. le maréchal avoit voulu lui en faire *une cachette* ( ce furent ses expressions , auxquelles je ne toucherai point ) ; il ajouta que les seigneurs faisoient assez souvent de ces sortes d'affaires sans les communiquer à leurs intendants , auxquels ils n'avoient recours que lorsqu'il s'agissoit de réparer leurs sottises. Telle étoit sur-tout , selon lui , l'habitude de M. le maréchal de Richelieu.

Cette réponse , assez cathégorique , ne se bornoit pas à *des choses vagues*.

Me Guinot expliqua au sieur Marion l'objet qui l'amenoit , & sur lequel il s'ouvroit à lui avec confiance , ne pouvant parler à M. le maréchal , qui étoit ou celé , ou parti pour son gouvernement. M. le maréchal de Richelieu pouvoit ne pas se soucier que ses

billets courussent dans le commerce ; Me Guinot dit au sieur Marion que M. le maréchal étoit bien le maître de prévenir cette circulation , en retirant les billets des mains de son client , & en passant devant notaires ou une obligation payable à la même époque , ou un contrat de rente viagère & perpétuelle. Le sieur Marion parut goûter cette proposition. Il prit l'adresse de Me Guinot pour lui rendre réponse dans trois ou quatre jours. Me Guinot lui en donna huit.

C'étoit le 16 juin. Le 23 du même mois , cet intendant vint chez Me Guinot. Il demanda à copier les billets , *parce que M. le maréchal ne se souvenoit pas le lendemain de ce qu'il avoit fait la veille ; & sur ce que Me Guinot observoit que cette sorte d'inconséquence pouvoit être attribuée au grand âge de M. le maréchal , le sieur Marion dit que c'étoit tout simplement par étourderie.*

Il lui réitéra d'ailleurs que les billets étoient bien signés de la main de M. le maréchal , & que , puisqu'il les avoit faits , il les payeroit exactement à leurs échéances. Enfin , il promit d'en écrire à M. de Richelieu , se flatta d'en avoir réponse dans dix jours , & s'engagea même à communiquer aussi-tôt cette réponse à Me Guinot.

J'observerai que ni Me Guinot , ni le sieur Marion n'ont été entendus ; j'observerai encore que les mémoires de M. le maréchal de Richelieu ne parlent point de ces démarches & de ces réponses du sieur Marion. On sent bien pourquoi. Je pourrois me plaindre de cette *réticence* ; mais je continue de rétablir les faits , & je laisse aux lec-

teurs le soin d'appliquer les épithètes & de faire les réflexions.

Lorsque ces nouvelles attendues furent arrivées de Bordeaux , lorsque le sieur Marion devoit savoir nettement si M. de Richelieu avouoit ou désavouoit ses billers , il quitta le style clair & précis dont il s'étoit servi jusqu'alors , & tâchant , pour le coup , d'être *impénétrable* , il écrivit à Me Guinot le billet suivant , en style d'oracle :

» J'ai l'honneur de saluer monsieur Gui-  
 » not & le prie de suspendre la négociation  
 » des billets en question. Les nouvelles que  
 » j'ai reçues à cet égard , demandant plus  
 » amples informations , dont je lui ferai  
 » part quand elles seront faites. MARION ,  
 » intendant de M. le duc de Richelieu.

» Ce 6 juillet 1774.

Cette lettre & sa date sont bien précieuses. Le sieur Marion avoit reçu des nouvelles le 6 juillet , & ce n'est qu'environ quinze jours après , qu'on arguë les billets de faux. Le sieur Marion avoit reçu des nouvelles ! Quelles pouvoient être ces nouvelles ? Que M. de Richelieu connoissoit ou ignoroit , avouoit ou nioit les billers. Ce ne pouvoit pas être autre chose. Les billets connus & avoués , quel besoin étoit-il de *plus amples informations* ? Les billets ignorés & niés , que signifient encore *ces plus amples informations* ? Le premier devoir dans ce cas , le premier moyen , le premier cri , ne devoit-il pas être l'inscription de faux ?

Cette lettre du sieur Marion ne me parut pas claire. Elle me donnoit à penser , non pas sur la vérité des signatures dont je n'a-  
 vois

vois pu douter , mais sur l'imprudence peut-être qu'on avoit eue de répandre les billets , contre le gré de M. le maréchal & avant les termes convenus avec lui.

Sur ces entrefaites , madame de Saint-Vincent m'envoie chercher & me confirme dans mon idée , en me disant que j'avois sans doute montré les billets , & que M. le maréchal venoit de lui écrire , pour lui reprocher de les avoir négociés avant l'année , pendant laquelle elle lui avoit promis de les ensevelir dans le plus profond secret.

Elle me lut la lettre que le sieur Marion lui avoit remise , dans laquelle M. le maréchal traitoit cette négociation tout simplement de *maquignonage*.

L'idée de la fausseté des billets ne me vint pas encore ; mais je tremblai d'imaginer que s'ils n'étoient pas faux , ils étoient peut-être surpris : je repoussai cependant avec horreur cette idée , qui étoit trop démentie par tout ce qui s'étoit passé. C'étoit pour me rassurer à cet égard que madame de Saint-Vincent , le sieur de Montel & le sieur Benavent m'avoient donné lors des deux négociations , des billets de garantie , dans lesquels ils certifioient , non pas la vérité des signatures , comme M. le maréchal l'insinue faussement , mais la légitimité des créances.

C'étoit le 19 juillet. Je rentrai chez moi à huit heures du soir. J'y trouvai Me Guinor , le sieur Henry , inspecteur de police , & le sieur Marion. Ces deux derniers demandèrent à voir les billets , & sur ce que je refusai de les montrer , ils semblèrent me prescrire d'aller faire ma déclaration chez le commissaire Chenon , & chercher à m'es-

frayer sur la fausseté des billets. Ils me dirent qu'ils venoient de la part du magistrat integre & renommé qui présidoit à la police. Au nom de M. de Sartine , je me rassurai soudain ; & d'après le conseil de Me Guinot , je conçus le dessein de parler avant tout à ce magistrat. Nous nous rendîmes sur-le champ à son hôtel. Il nous assura que de nouveaux éclaircissemens qu'il avoit reçus le persuadoient de la vérité des billets , & que je devois être tranquille.

Je lui portai les miens le lendemain. La signature lui parut être celle de M. le maréchal de Richelieu. J'allai soudain en rendre compte au sieur Marion. Je fis plus ; en cas que les billets fussent faux , comme le prétendoit M. le maréchal , quelque risque que je courusse d'en perdre le montant , je m'offrois toutefois de me joindre à lui pour découvrir cette infamie. J'ajoutai que j'avois pu être trompé , mais que je ne serois jamais injuste.

Le sieur Marion , toujours *impénétrable* , me dit qu'il feroit part de mon dévouement à M. le maréchal , & que s'il y avoit quelques arrangemens à prendre au sujet de ces billets , je serois , en considération de mon honnêteté , le premier avec lequel on traiteroit. Il rint le même langage sur mon compte à Me Guinot , auquel cependant il avoit affecté de ne pas répondre , quoique cet avocat , mécontent de la lettre énigmatique du 6 juillet , lui eût demandé depuis par écrit une réponse claire & précise.

On ne soupçonneroit jamais quel a été le résultat des éloges que le sieur Marion donnoit à ma probité ? Son ton affectueux m'a-

voit flatté , je l'avoue ; mais qu'il m'a bien fait repentir de ce petit mouvement d'amour propre !

J'attendois avec sécurité l'effet de ses bons offices & de ses honorables témoignages , lorsque le 17 du mois d'août , à sept heures du matin , un exempt entra dans ma chambre. J'étois encore en dormi. Dieu ! quel coup de foudre vint me frapper à mon réveil. O vous , honnêtes négocians , vous tous , ô paisibles citoyens qui lirez ma défense , vos cœurs se souleveront sans doute à cette affreuse image. Vos yeux se détourneront du spectacle de l'oppression & de la fraude. Vous tremblerez d'avoir des relations , même éloignées , avec ces grands , dont les agens perfides , armés de tout leur crédit , peuvent faire que l'homme qui s'est couché innocent & libre , se réveille prisonnier sans sujet , & coupable sans crime.

Mais que fais-je ? j'oublie que c'en est un peut-être de se livrer à une sensibilité indiscrète , & que la douleur la plus juste doit dévorer & mesurer ses regrets.

L'exempt , humilié du devoir qu'il avoit à remplir , ou peut-être attendri sur mon sort , n'osa pas m'annoncer qu'il venoit m'arrêter. Il m'avertit seulement que Me Chenon , commissaire , alloit mettre le scellé sur mes papiers , en vertu d'ordre du roi. Le commissaire , plus courageux , suppléa soudain à cette réticence. Je demandai à voir l'ordre , dont m'avoit parlé l'exempt , mais au lieu d'ordre , on me montra un décret de prise-de-corps lancé le 14 août , avec la formule inouïe : *aux risques , périls & fortune de M. le maréchal de Richelieu ;*

formule de la plus dangereuse conséquence , qui met la vie & l'honneur des citoyens à la merci du premier oppresseur , qui trouvera des magistrats déterminés à l'employer ; formule barbare , qui déshonorerait la jurisprudence criminelle , si elle pouvoit jamais être adoptée ; formule redoutable , qui ne tend qu'à dispenser les juges de la nécessité d'être justes , en rendant les parties garantes de leurs iniquités.

Le reste de mon récit ne doit presque plus être qu'un tissu de vexations & d'indignités de tout genre.

A peine pus-je obtenir du commissaire la permission de faire venir Me Blaque , mon procureur au châtelet , auquel même il refusa un référé pardevant M. le lieutenant criminel.

Ce n'est pas tout. J'ai beau représenter que le lendemain , 20 du mois , j'ai pour 26,000 livres de paiemens à faire. On se saisit des clefs de mon cabinet. On se saisit de mes papiers & de mes livres. On les renferme. On ensevelit sous les scellés mes lettres de change , mes billets , &c. On ferme de même mon coffre-fort. Enfin , arraché à ma famille , à mes affaires , chassé avec scandale de ma maison , je suis forcé de me laisser traîner au Fort-l'Evêque.

O comment ne suis-je pas mort dans cet infernal sépulchre , où je fus précipité tout vivant ! Trois jours , trois jours entiers s'écoulerent , avant que je comparusse devant mon juge.

Je ne fus même tiré du secret , qu'à la sollicitation de deux magistrats , dont le nom est justement cher à la France.



Je subis un interrogatoire de six heures , pendant lequel je ne pus découvrir le motif qui avoit dû me faire arrêter. Tout ce qu'il me fut permis d'entrevoir , c'est que j'avois été décrété moins à raison des preuves que d'autres pouvoient avoir fournies contre moi , qu'à raison de celles qu'on s'attendoit à tirer de moi contre d'autres.

Ce que j'ai vu clairement depuis , aux confrontations , c'est que j'ai été décrété sans qu'il y eût aucunes charges ; c'est que les dépositions du marchand & de l'huissier-priseur sur lesquelles on prétend qu'on a conçu l'idée de me faire arrêter , sont absolument en ma faveur ; c'est qu'en un mot , après m'avoir traité avec la dernière rigueur , le juge lui-même a été tout surpris de ne trouver que des preuves de ma bonne-foi dans tout le cours de cette malheureuse affaire.

Le lendemain de mon interrogatoire , qui étoit le 20 août , jours de mes paiemens , comme je l'ai dit , je fus obligé pour y faire honneur , d'emprunter mille louis d'un banquier & d'un agent de change , chez lesquels j'envoyai du fond de la prison.

Cependant, toutes les amertumes de la honte , de la douleur , du désespoir , venoient se rassembler autour de moi. Dans un interrogatoire , parmi plusieurs questions captieuses , on en mêloit de déshonorantes , non moins étrangères à l'histoire des billets de M. de Richelieu ; qu'elles étoient affreuses par leur objet. Il s'agissoit , par exemple , de me faire avouer que j'avois fait des affaires malhonnêtes avec M. le duc de \*\*\* , avec M. le

comte de \*\*, &c. Ces questions , comme on le voit , étoient de nature à ne me pas compromettre seul. Je devois y être d'autant moins préparé ; que des trois seigneurs sur lesquels on m'interrogeoit ainsi , je n'avois l'honneur d'être connu que d'un. Encore toutes mes relations avec lui s'étoient-elles réduites à lui procurer un habit des grandes chasses du roi.

Dans une autre occasion , on sollicitoit le ministère public de prendre son jour pour la levée des scellés ; & on étoit forcé d'entendre pour toute réponse , que cela n'étoit pas pressé. On prenoit la liberté de représenter qu'un plus long délai me feroit perdre mon état. Et telle étoit encore la réponse : *Quel état ? Ce n'est qu'un frippier.* Comme si l'état du dernier des citoyens n'étoit pas autant sous la protection & sous la sauve-garde des loix , que les premières dignités de l'état ! comme si les magistrats n'étoient établis les pères & les tuteurs que des conditions élevées ! comme si le peuple , qui forme la base de l'édifice politique , ne devoit être compté pour rien aux yeux de ceux qui soutiennent l'équilibre de cette grande pyramide ? Comme si , enfin , nous vivions encore dans ces siècles de grossière ignorance & de stupide orgueil , où le préjugé avilissoit le négociant , dont les spéculations & les travaux enrichissent la patrie , & le rendent le bienfaiteur de ceux mêmes qui osent le mépriser !

Enfin pourtant , M. le procureur du roi consentit à la levée des scellés. Mes papiers qu'on avoit séquestrés , comme je l'ai dit , au fond d'une armoire , furent rendus à la

lumière , & subirent l'examen le plus rigoureux. Après des perquisitions exactes , on trouva deux billets de la main du sieur Benavent , très-intéressans & très-considérables. Dans l'un , il me souhaite le bon soir , & dans l'autre , qui n'est pas moins digne de remarque , il me souhaite le bon jour. Voilà tout le corps du délit.

A la suite de ces grandes découvertes , dois-je dire que M. le procureur du roi , ne trouvant dans mes papiers aucune trace de malversations dans l'affaire des billets , termina la séance par dire que si ce n'étoit pas pour cette affaire-là que j'avois mérité d'être arrêté , c'étoit pour d'autres mauvaises négociations que je n'avois pas manqué de faire ? Ce magistrat vouloit insinuer , sans doute , des prêts sur gages & d'autres infamies , que j'ai toujours eu en horreur. J'avoue que , malgré mon profond respect pour lui , je pris la liberté de douter un peu de l'infailibilité de cette jurisprudence singulière , qui raisonnant précisément comme le loup de la fable raisonne avec l'innocent agneau qu'il veut immoler à sa voracité , dirige ses coups sur des conjectures & punit sur des soupçons. Car il n'y avoit que des soupçons contre moi. M. le lieutenant-criminel avoit fini par me dire aussi qu'il étoit étonnant que j'eusse la réputation d'être riche de quatre cents mille livres ; qu'on ne pouvoit que suspecter la source d'une telle opulence , & qu'on ne faisoit pas des fortunes pareilles dans un commerce comme le mien.

Si c'étoit , en effet , un crime d'avoir su , à force d'économie , d'industrie & d'opi-

niâtreté au travail , amasser une fortune de quatre cents mille francs , je ferois des vœux bien sinceres pour en être coupable , & mon absolution ne coûteroit sans doute pas plus à des appréciateurs éclairés , que ne coûta jadis au sénat de Rome celle de l'agriculteur accusé de forcellerie , parce que ses champs rapportoient des moissons plus abondantes que ceux de ses voisins. J'en serois quitte pour montrer comme lui , à mes juges, des bras infatigables , des serviteurs laborieux , & pour dire comme lui : voilà mon secret & mes charmes.

Et ce foible commerce qu'on me reproche d'avoir grossi , j'ai pourtant été à la veille de le voir anéantir ! Et sur quel fondement ? Sur quelle preuve la justice m'a-t-elle confondu avec les plus vils criminels ? Par quelle docilité fatale aux impressions que lui communiquoit le crédit d'un grand seigneur trompé par ses gens-d'affaires , s'est-elle laissé mettre sur les yeux le bandeau des mêmes illusions & des mêmes erreurs ? En vertu de quelle loi a-t-on attenté à la liberté de ma personne ? Pourquoi a-t-on violé sans raison les mysteres de la confiance publique par les scellés mis sur mes papiers ? Par quelle bizarrerie me suis-je trouvé impliqué dans un procès dont l'événement ne pouvoit toucher à mon honneur , dans un procès né d'un délit que je n'ai pas pu connoître , s'il existe , & dont j'avois plus qu'un autre à redouter l'existence ?

C'est le nom seul de M. le maréchal de Richelieu , indiscrettement employé par ses agens , qui a servi de prétexte , d'autorité , de titre , aux injustices que j'ai essuyées. C'est

au nom de M. le maréchal de Richelieu que j'ai été calomnié dans l'esprit des juges ; c'est au nom de M. le maréchal de Richelieu que j'ai été diffamé dans le public ; c'est au nom de M. le maréchal de Richelieu , c'est bien plus , c'est à ses risques , périls & fortune , qu'un décret sans motif m'a fait es-  
fuyer des indignités sans exemple.

Quelle sera donc , grand Dieu ! la res-  
source , ou plutôt , quelle ne sera pas la lé-  
gitime alarme des citoyens , si le nom d'un  
grand suffit pour les perdre , & si les gouf-  
fres des prisons ouverts à ce nom fatal ,  
engloutissent ainsi tous ceux que la haine  
puissante aura seulement désignés ! Quelle  
sera désormais la confiance , quelle sera l'é-  
mulation des commerçans , si leur état est  
compté pour rien , s'il est permis de se jouer  
de leur honneur , si leur fortune même est un  
crime qu'on veuille punir à défaut de ceux  
dont ils ne seroient pas coupables ?

Mais pourquoi me livrer à ces idées affli-  
geantes ? Il est aujourd'hui des magistrats  
qui jugent les causes sans acception des per-  
sonnes ; il est un tribunal devant qui l'iné-  
galité des rangs disparoît , & que l'abus du  
crédit de M. le maréchal de Richelieu ne  
pourra pas séduire. C'est dans ce sanctuaire  
des loix que je demande avec confiance à  
leurs augustes ministres les réparations qui  
me sont dues. *Signé , RUBIT , l'aîné.*

*Mrs* | *ROLAND DE CHALERANGE , Rapp.*  
| *TITON DE VILOTRAN ,*

*Me FRANÇOIS DE NEUFCHATEAU , Avocat.*

*MOYNAT , Procureur.*

*EXTRAIT de l'Etat de vente que  
j'ai fourni , & des Procès-  
verbaux de l'Huissier-Priseur.*

J'ai promis des détails sur le vil prix auquel ont été vendus les effets que j'ai cédés en paiement à madame de Saint-Vincent : voici , en conséquence , quelques observations dont j'ai la preuve écrite.

Un lit de moire , brodé en or & soie , ayant coûté plus de 600,000 liv. de l'aveu du marchand qui en est aujourd'hui possesseur , porté à l'état de vente que j'ai fourni . . . . . 3000 liv.

A été donné à la vente pour 899 liv. 19 s. Le marchand avoue de bonne foi qu'il y a pour plus de 900 liv. d'or à le brûler , & qu'il veut le vendre au dernier prix . 3000 l.

Un lit de damas cramoisi , par moi vendu , suivant l'état . . . . . 1,000 liv.

A été donné à la vente pour 300 liv. Le marchand qui l'a acquis veut le vendre au juste . . . . . 1000 liv.

Quatre rideaux de damas de trois couleurs , contenant quarante-cinq aunes , beaux comme neufs , par moi porté sur l'état à . . . . . 400 liv.

Ont été donnés pour 162 liv. 1 s. Et le marchand qui les a veut les vendre au plus juste . . . . . 540 liv.

Quatre fauteuils brodés , portés sur l'état  
à . . . . . 192 liv.

Donnés à la vente pour 48 liv. Le marchand dit qu'il ne les livrera pas à moins de . . . . . 192 liv.

Une pendule portée sur l'état à . 500 l.

Donnée à la vente pour 250 liv. Le marchand qui l'a achetée , l'a vendue . 500 liv.

Dix fauteuils en tapisserie de petits points , à bois doré , neufs & du dernier goût , portés sur l'état à . . . . . 1000 liv.

Le marchand les a vendus par besoin d'argent 800 livres , avouant qu'ils étoient à trop bon marché , il lui avoient coûté 525 liv. 1 f.

Un paravent de tapisserie doublé de damas cramoisi , porté audit état à 300 liv.

Donné à la vente pour 144 liv. Le marchand veut le vendre . . . . . 300 liv.

Un canapé d'étoffe d'or avec quatre fauteuils pareils , portés sur l'état à 250 liv.

Donné à la vente pour 180 liv. L'acquéreur les a vendus à un autre marchand 300 l.

Deux lustres de crystal de roche , dont les pierres étoient très-grosses & montées dans le dernier goût , portés audit état à 2000 l.

Donnés à la vente pour 762 liv. J'avois refusé du plus beau 960 liv. Le moindre a été vendu par l'acquéreur . . . . . 800 liv.

Une table à pied doré à dessus de marbre ,  
de laquelle j'avois refusé 240 liv. j'ai une  
lettre en main qui en fait preuve.

Cette même table a été donnée à la vente  
pour . . . . . 90 liv. 1 f.

Une piece de baracan de vingt-cinq au-  
nes , portée à l'état à . . 5 liv. 10 f. l'aune.

Vendue à la vente 52 liv. ce qui ne fait  
pas 2 liv. 2 f. l'aune ; ces pieces se vendent  
en fabrique , de . . . . . 120 à 150 liv.

Une autre piece portée de même à 5 liv.  
. . . . . 10 f. l'aune.

Donnée à la vente pour 42 liv. ce qui  
fait . . . . . 1 liv. 13 f. 7 den. l'aune.

Dix aunes un quart de baracan & came-  
lot poil , en coupons.

Données à la vente pour 5 liv. 5 f. ce qui  
fait un peu plus de . . . . . 10 f. l'aune.

Quatre aunes de ratine d'Hollande por-  
tées à . . . . . 20 liv. l'aune

Données à la vente pour 14 liv. 3 f. ce  
qui ne fait pas . . . . . 3 liv. 11 f. l'aune.

Sept aunes & demie de pluche verd faxe ,  
de route beauté , me coûtant 8 liv. 10 f.  
l'aune . . . . . 8 liv. 10 f.

Données à la vente pour 15 liv. 1 f. ce  
qui fait . . . . . 40 f. l'aune.

Onze aunes de pluche à longs poils por-  
tées à . . . . . 5 liv. 10 f.

Données



Données à la vente pour 18 liv. 4 f. ce  
qui fait . . . . . 1 liv. 13 f. 1 den. l'aune.

Treize aunes de pluche de soie , me coût-  
tant 13 liv. l'aune. . . . . 169 liv.

Données à la vente pour 37 liv. 19 f. ce  
qui fait . . . . . 2 liv. 18 f. 5 den. l'aune.

Seize aunes de baracan portées à l'état  
à . . . . . 5 liv. 10 f. l'aune.

Données à la vente pour 36 liv. ce qui  
fait . . . . . 2 liv. 5 f. l'aune.

Onze aunes trois quarts d'espagnolette  
croisée , frisée en verd faxe , portée en  
l'état à . . . . . 5 liv. l'aune.

Données à la vente pour 15 liv. 2 f. ce  
qui fait . . . . . 1 liv. 5 f. 8 den. l'aune.

Douze aunes , panne double , maron ,  
portée en l'état à . . . . . 9 liv. l'aune.

Données à la vente pour 29 l. ce qui fait  
. . . . . 2 liv. 8 f. 4 den. l'aune.

Trois aunes un quart , ratine Andely ,  
portée à . . . . . 20 liv. l'aune.

Données à la vente pour 14 l. ce qui  
fait . . . . . 4 liv. 6 f. 2 den. l'aune.

Six aunes , camelot poil , porté à 8 liv.  
. . . . . l'aune.

Données à la vente pour 17 l. ce qui fait  
. . . . . 2 liv. 16 f. 8 den. l'aune.

Treize aunes , drap Louviers olive , parfait , porté à . . . . . 19 l. l'aune.

Données à la vente pour 58 l. ce qui fait . . . . . 4 liv. 9 f. 3 den. l'aune.

Dix-huit aunes , drap d'Elbeuf , parfait , . . . . . porté à 15 liv. l'aune.

Données à la vente pour 58 l. ce qui fait . . . . . 3 liv. 4 f. 6 den. l'aune.

Douze aunes , drap Carcassonne rose première qualité , à . . . . . 12 liv. l'aune.

Données à la vente pour 45 l. ce qui fait . . . . . 3 liv. 15 f. l'aune.

Huit aunes , ratine d'Hollande bleu de roi , parfaite , à . . . . . 20 liv. l'aune.

Données à la vente pour 79 l. 19 f. ce qui fait . . . . . 9 liv. 19 f. 11 den. l'aune.

Neuf aunes un tiers , ratine d'Hollande , verd faxe , parfaite , à . . . 20 liv. l'aune.

Données à la vente pour 80 l. ce qui fait . . . . . 8 liv. 11 f. 5 den. l'aune.

Un objet porté en l'état à . . . 600 liv.

Donné à la vente pour 80 liv. le marchand veut le vendre. . . . . 600 liv.

J'aurois pu étendre beaucoup ce parallèle , dont toutes les assertions sont constatées , comme je l'ai dit , par des preuves irrécusables.

Pour achever ma justification sur l'article

de l'usure que les agens de M. le maréchal de Richelieu me reprochent avec si peu de décence & de fondement , je joins encore ici la note des prix auxquels j'ai vendu mes étoffes à madame de Saint-Vincent.

Je lui ai fourni du camelot de poil de toutes couleurs , à . . . . . 8 l. l'aune.

Du camelot , demi-soie de toutes couleurs , à . . . . . 4 liv. 10 f. l'aune.

Du velours de coton , plein , mordoré , à . . . . . 14 l. l'aune.

Du velours de coton rayé , mordoré , à . . . . . 7 liv. 10 f. l'aune.

De la pluche rase d'Amiens , de poil de chevre , cramoisie , verte , grise , mordorée , à . . . . . 8 liv. 10 f. l'aune.

De la panne double , cramoisie , grise , brune , noire , à . . . . . 9 l. l'aune.

De la pluche d'Hanovre , de toutes couleurs à . . . . . 5 liv. 10 f. l'aune.

De l'espagnolette croisée , frisée , à 5 l. l'aune.

Du drap d'Elbeuf , à . . . 15 l. l'aune.

Des draps de Louviers de toutes couleurs , à . . . . . 19 l. l'aune.

Des ratines d'Hollande & des Andelys , de toutes couleurs , à . . . . 10 l. l'aune.

De la pluche de poil de chevre , à longs poils , de toutes couleurs , à . 5 l. l'aune.

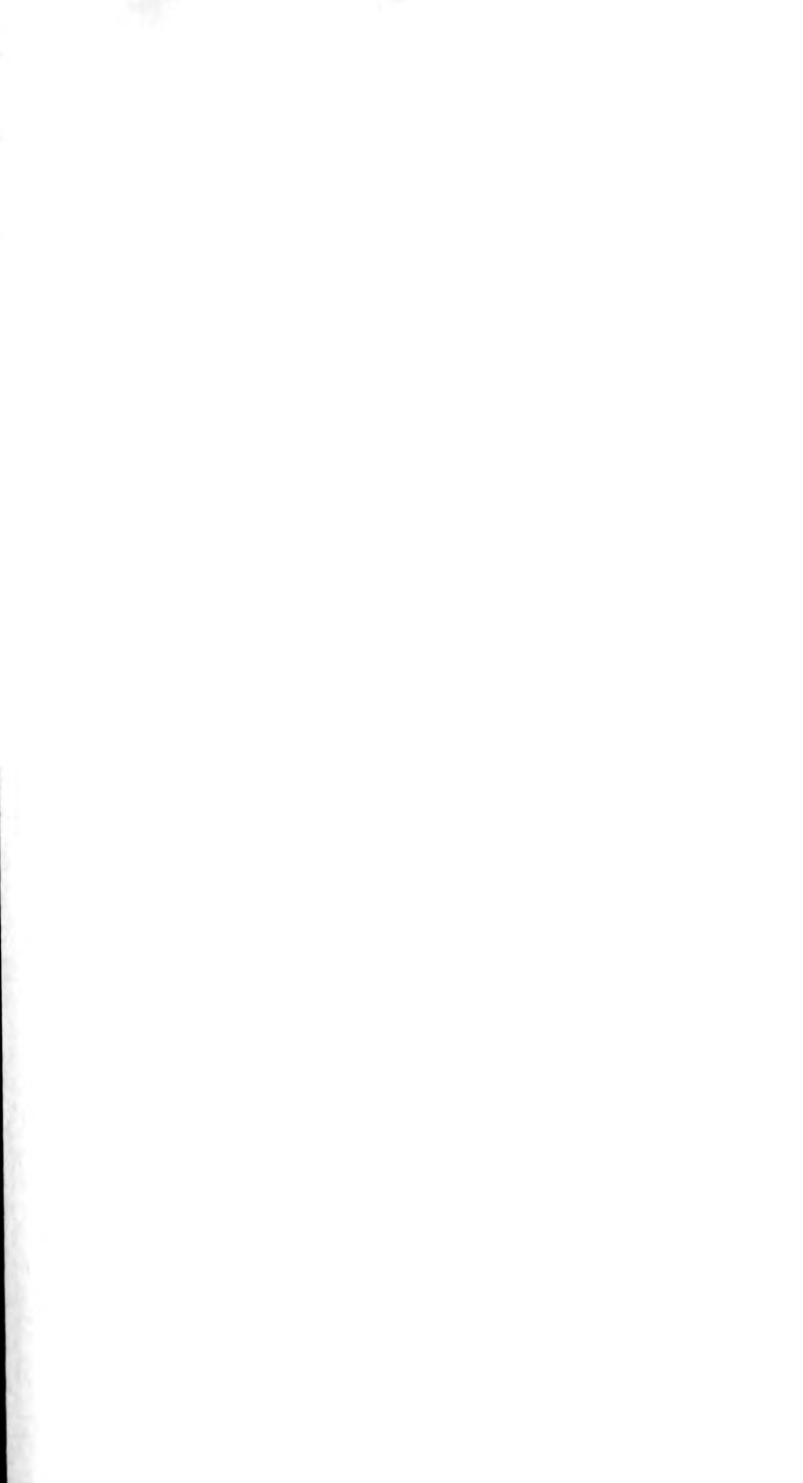
Que l'on interroge sur ces prix , des négocians instruits & qu'ils décident sur cette infame accusation d'usure ! Il attesteront hautement l'innocence du marchand honnête & désintéressé , dont on n'a pas craint de faire des peintures si odieuses. Il dé-

truiront la chimère à laquelle M. le maréchal de Richelieu a voulu donner tant de poids & tant de consistance. Je serai justifié dans l'opinion publique ; mais comment M. le maréchal de Richelieu me rendra-t-il la confiance universelle , que ses poursuites injustes m'ont presque dérobée ? rien de si délicat que l'honneur d'un négociant. Souvent sa réputation fait tout son crédit. Si on lui ôte sans sujet cette réputation , si l'on suspecte sa probité sans aucun fondement , si l'on prend à tâche de le déshonorer sans preuve , quels dommages-intérêts pourront jamais compenser des pertes si cruelles , & que le succès de la calomnie rend quelquefois irréparables ?

A cet égard , ma cause ne m'intéresse pas seul , c'est celle de tous les négocians de toutes les grandes villes du royaume , & comme je l'ai dit , il n'en est aucun qui puisse lire mon apologie , sans frémir d'un danger auquel ils sont tous exposés comme moi. *Signé , RUBIT , l'ainé.*

**Me FRANÇOIS DE NEUFCHATEAU, Avocat.**

**MOYNAT, Procureur.**



**La Bibliothèque  
Université d'Ottawa  
Échéance**

**The Librar  
University of O  
Date due**

--	--	--	--

CE



